

LE PROLÉTAIRE

ORGANE DU COMMUNISME REVOLUTIONNAIRE

I^{re} Année

Adresse: Marie-Louise BAILLY, 1, rue du Pavillon, LYON 4^e

Bulletin Intérieur

N° 10 Déc. 46 - Janvier 1947

Quelle que soit la composition
du « nouveau gouvernement »,
sa fonction sera celle de

TOUT
gouvernement :



APPEL

Un camarade de Marseille nous demande de publier la note suivante. La même note a été envoyée à : « Libération », « Muses », « Monde Nouveau » et « Verté ».

Les quatre camarades dont le nom suit : Jean Reboul, Pierre Tresso, Lefèvre et Salini ont disparu depuis le 2 octobre 1943, après s'être évadés de la prison du Puy (Haute-Loire). Ils appartiennent à l'ancien Groupement des « Cercles Syndicalistes de lutte de classes » et ils étaient tous quatre membres de la quatrième Internationale. Ces camarades furent emprisonnés avec un grand nombre de communistes français évadés en même temps qu'eux.

Après maintes recherches de la part des familles, aucune indication n'a pu être relevée sur le sort des susnommés, postérieurement à leur évasion.

Nous posons trois questions : 1° Parmi les rescapés de la prison du Puy, n'y a-t-il personne qui dispose d'un indice, d'une filière, si menue soit-elle, susceptible d'aider les recherches entreprises à leur sujet ? par exemple, nom et adresse actuelle du chef du maquis de la région, à cette époque ;

2° N'auraient-ils pas été amenés dans un pays étranger (Allemagne, Autriche, Pologne, etc.) ? La moindre lumière sur ce point permettrait par la voie des ambassades, d'obtenir plus de détails ;

3° Ont-ils été fusillés par la Gestapo, la Milice, ou autre ? Si oui, à quel moment, quel lieu, quel motif ?

Donner tous renseignements à EMILE REBOUL, 34, rue Ferrari, Marseille (B.D.R.)...

On rappelle que « Le Prolétaire » n° 1, janvier 1946, en dénonçant les crimes stalinien et la répression bourgeoise en général, avait souligné la responsabilité du P.C.I.

Le 1^{er} janvier 1946, un article mensonger dans la « Vérité », où il présente la même sous le nom de « libération ». Le P.C.I. s'est refusé d'entreprendre la moindre tentative sérieuse pour sauver la vie des quatre camarades. Aujourd'hui, le parti trotskiste, pour pouvoir présenter une liste appréciable de « fusillés » dans son Front Unitaire avec le P.G.F., déclare que les quatre camarades sont des victimes de la Gestapo — sans aucune preuve ! La « Vérité » s'adapte aux « nécessités » politiques de l'opportunisme.

Enfin, dans sa brochure « La lutte des classes sous le Troisième Reich », le P.C.I. présente les camarades Reboul, Tresso, Lefèvre et Salini comme des victimes du nazisme mortes « dans les maquis ». Ce mensonge a été répété à plusieurs reprises dans la propagande électorale du P.C.I.

Jean Malaquais, dans le numéro de février de « Politics » (New-York) dément partiellement ce mensonge. Si son article est incomplet et erroné dans quelques détails, il est au moins justifié quant au fond. Demazière lui répond dans le n° d'août 1946 de « Politics », il prétend d'abord :

« J'ai participé à la Résistance avec Jean Reboul, Tresso, Lefèvre et Salini en 1942. »

Il affirme ensuite : « Nous avons passé ensemble à la prison du Puy-en-Velay quand les maquisards nous ont libérés dans la nuit du 1^{er} octobre 1943. »

Les maquisards ? Les STALINIENS, la section française du G.P.U. — Il y avait cinq Trotskistes au Puy-en-Velay et seulement communistes. NOS RELATIONS AVEC CES DERNIERS ETANT SOUVENT TENSES, principalement à cause d'instructions de l'extérieur, mais dans l'ensemble, malgré quelques vagues MENACES d'un chef de groupe stalinien particulier, nous sommes restés en assez bons rapports avec la base. »

« Aucun de nous n'a été exécuté immédiatement... »

Demazière révèle — pour la revue américaine — que Tresso a été traité comme « PRISONNIER » par les stalinien qui l'ont maltraité « lui donnant des travaux serviles ».

Ainsi Demazière démasque Demazière, dans « Politics » il déclare : « nous n'avons jamais pu acquiescer avec la PRÉVUE que Blasco et nos autres camarades aient été « exécutés » par les stalinien ».

Et quelles preuves avez-vous donc pour pouvoir les présenter comme des « victimes de la Gestapo » ? Quelles preuves avez-vous dans les cas de Klement, de Sedov, de Wolf — morts « mystérieusement » — que vous avez présentes sans hésitation comme des victimes du Guépéou ? Le Guépéou n'a pas l'habitude de laisser une carte de visite ou des empreintes digitales... Les faits subsistent : les camarades REBOUL, TRESSO, LEFEVRE et SALINI (le dernier était adversaire de la défense de L.B.R.S.S. et n'a jamais caché ses opinions) n'ont pas été « libérés » mais CAPTURES par le maquis stalinien, et ils ont DISPARUS depuis. Pendant deux ans le P.C.I. a camouflé ces faits. Morts ou déportés, ces camarades sont des victimes de la contre-révolution stalinienne et de ses complices.

Il faut faire l'impossible pour aider les familles malheureuses de ces militants, retrouver les traces du crime et étouffer au pilori les responsables.

La Rédaction du « Prolétaire ».

Après 18 mois de «reconstruction» capitaliste en Europe et dans le monde entier :

HIVER de FAMINE

notre position

La plupart de nos lecteurs voient déjà la place qu'occupe le communisme révolutionnaire dans le mouvement ouvrier et la mission qu'il a à remplir. D'autres, dans différentes lettres, nous ont demandé d'expliquer ce qui nous sépare de l'anarchisme, du trotskisme et d'autres courants plus ou moins à gauche dans le mouvement ouvrier, et de préciser si ces divergences sont suffisamment profondes pour justifier une séparation organisationnelle.

Le moment est venu d'exposer dans son ensemble le caractère particulier du mouvement communiste révolutionnaire.

La suivante déclaration n'a aucunement la prétention d'être complète ou définitive.

Au contraire.

Nous nions la possibilité même de programmes complets et définis par tout programme révolutionnaire n'est que l'expression toujours relative et incomplète d'un développement continu de la lutte de classes et des idées révolutionnaires nées dans cette lutte.

Ainsi les meilleurs documents programmatiques vieillissent sur tel ou tel point dépassé par des nouvelles expériences inconnues ou comprises auparavant.

Cela ne nous dispense pas, mais au contraire nous oblige à exprimer toujours à nouveau le niveau momentané des expériences prolétariennes et des idées programmatiques révolutionnaires qui en découlent.

Ces idées révolutionnaires ne peuvent être le produit artificiel d'un cercle d'études qui, séparé de la classe ouvrière, « élabore » en vase clos un programme « pour » la classe ouvrière ; nous rejetons une telle prétention intellectuelle, petite-bourgeoise et idéaliste, qui contient dans son germe toute la dégénérescence bureaucratique ; les idées révolutionnaires ne peuvent être que le résultat de l'expérience vivante de la lutte de classe du prolétariat international à laquelle tous les révolutionnaires doivent participer activement.

La suivante déclaration est le résultat d'une longue participation consciente aux luttes ouvrières, le jalonnement d'une évolution continue et infinie et, comme tel, une modeste contribution à un effort qui ne peut être qu'international.

Les moyens de production directement et entièrement entre les mains des travailleurs

Le point qui nous semble capital, est celui du rapport entre les moyens de production (les machines, les matières premières) et les producteurs (les prolétaires). La séparation entre les moyens de production et par conséquent tout le pouvoir est toutes les richesses matérielles d'un côté, et les travailleurs de l'autre, est la caractéristique de toute la société de classes.

Dans la société capitaliste où les forces productives sont devenues gigantesques et capables de produire l'abondance pour tous, — vapeur, motorisation, machinisme moderne, électricité, force atomique — la séparation des modernes moyens de production des prolétaires, producteurs de ces forces gigantesques, devient une source de misère, de famine et de guerres dévastatrices permanentes.

Seules la suppression de cette séparation désastreuse, la réalisation de la disposition directe et complète des moyens de production par tous les travailleurs, peut sauver la société d'une barbarie monstrueuse.

Par conséquent, nous sommes séparés à jamais de toutes les écoles, de tous les courants capitalistes privés ou étatiques, qui entendent maintenir ou rétablir des entraves ou des barrières même « provisoires » entre les moyens de production, les richesses de ce monde et les prolétaires, producteurs de toutes ces richesses.

Nous combattons tous les Etats, gouvernements, bureaucraties, technocraties, Partis et Syndicats, qui, à la place du prolétariat, entendent diriger la production, tout en accordant aux producteurs le droit de « contrôle » ou de « collaboration ». Ces systèmes ne peuvent qu'éterniser la production et l'exploitation de la plus-value et, par conséquent l'exploitation de l'homme par l'homme, le salariat, la famine et les guerres.

Nous combattons les tendances petite-bourgeoises et bureaucratiques, vestiges du vieux mouvement ouvrier, qui déclarent incapables les prolétaires à diriger eux-mêmes leur production, et qui par là essaient de justifier le maintien de l'esclavage capitaliste privé ou étatique.

Les intellectuels petit-bourgeois et les partisans du vieux mouvement ouvrier sont incapables de reconnaître la possibilité et la nécessité de la Commune libertaire, ils sont incapables de donner une analyse objective des événements. C'est que les intellectuels petit-bourgeois jouent un rôle dirigeant dans la société capitaliste (privée et surtout étatique) et qu'ils sont décidés à conserver leur position privilégiée qui est basée sur le salariat, sur l'expropriation et l'exploitation des ouvriers. Les conceptions des intellectuels bourgeois ou petit-bourgeois sont déterminées par leur situation sociale.

Donc, il ne faut pas s'étonner que le but de ces intellectuels petit-bourgeois, au sein du mouvement ouvrier même, soit foncièrement différent de celui des prolétaires ; ils considèrent comme « utopie » la suppression du salariat et le pouvoir réel des ouvriers, alors que les ouvriers révolutionnaires ont en général très bien vu que les travailleurs sont bien capables de diriger la production et la société et peuvent se passer des bureaucraties et des intellectuels bourgeois.

Le vieux et le nouveau mouvement ouvrier

Le vieux mouvement ouvrier politique, paritaire et syndical est caractérisé par la lutte pour des améliorations dans le cadre du régime capitaliste. Le capitalisme étant arrivé à la dernière limite de ses possibilités, de telles améliorations ne sont plus possibles. La baisse du niveau de vie des masses travailleuses est générale et mondiale. Cette baisse aboutit à l'extermination systématique de dizaines de millions de travailleurs dans les crises économiques, dans les guerres impérialistes meurtrières et dans la famine, dans les bombardements atomiques et dans les chambres à gaz.

Le vieux mouvement ouvrier est mort parce qu'il n'y a plus de place pour lui. Les vestiges des anciens partis ouvriers et des syndicats sont devenus des rouages de l'Etat capitaliste et des soutiens actifs de la barbarie impérialiste. L'utilisation des anciennes méthodes de lutte dans la situation actuelle a l'efficacité d'une arme archaïque contre une forteresse moderne.

Le nouveau mouvement ouvrier n'est pas encore né. Il naît dans les nouvelles conditions de lutte, foncièrement différentes des anciennes. Il naît dans les camps de travail forcé, dans les révoltes et les grèves « sauvages » contre le capitalisme d'Etat. L'insurrection des marins de Cronstadt contre le capitalisme d'Etat

naissant est une des premières batailles précurseurs de ce nouveau mouvement ouvrier.

Le nouveau mouvement ouvrier ne pourra se borner à des luttes purement revendicatives car toute lutte revendicative appelle la mobilisation de la force répressive de l'Etat-patron. Toute lutte revendicative tend immédiatement à une lutte révolutionnaire entre toute la classe ouvrière et l'Etat-patron. Le nouveau mouvement ouvrier dépasse et rejette le parlementarisme — simple escroquerie dans une époque de plus en plus totalitaire — et le syndicalisme — qui est de plus en plus un rouage de l'Etat exploiteur.

Ce nouveau mouvement ouvrier ne peut être que communiste, révolutionnaire, libertaire et international, parce que les solutions réformistes étatiques, individualistes, partielles, locales ne sont plus possibles.

Le vieux mouvement ouvrier de la légalité bourgeoise, des syndicats et des partis parlementaires est caractérisé par sa liaison de plus en plus étroite avec la bourgeoisie ; ce vieux mouvement est remplacé progressivement par un autre qui se caractérise par l'action directe des masses, les grèves sauvages, les conseils, la lutte sociale et violente contre toute la bourgeoisie et son Etat, pour la Commune prolétarienne, internationale et libertaire.

La cause la plus profonde de ce changement est la transformation du capitalisme d'abord révolutionnaire ensuite libéral, ensuite monopolisateur et impérialiste en capitalisme d'Etat entièrement contre-révolutionnaire et barbare. Ce sont l'épuisement et la décadence du capitalisme qui ont transformé le mouvement ouvrier. Contre la nouvelle concentration de l'ennemi de classe, une nouvelle méthode de lutte s'impose, des formes de lutte nouvelles naissent et avec elles un renouvellement de la stratégie et théorie révolutionnaires.

La division et la confusion actuelles du prolétariat ne sont qu'une phase transitoire vers un nouvel épanouissement des forces de classe. Dans les petits groupes révolutionnaires illégaux qui considèrent comme essentiel le mouvement autonome des masses travailleuses, il y a encore et inévitablement un mélange de vieilles formules périmées et de nouvelles idées révolutionnaires insuffisamment mûres. Seul le développement de la lutte de classes achèvera ce processus.

(Suite page 5)

Aux illusions réformistes « CONTROLE OUVRIER », « ECHELLE MOBILE », etc., nous opposons

LA LUTTE PERMANENTE

pour l'augmentation des salaires, contre la vie chère, contre les restrictions et toutes les autres formes de l'exploitation capitaliste. Cette lutte ouvrière pour les REVENDICATIONS IMMEDIATES n'est qu'une partie de la lutte générale pour le renversement révolutionnaire du système d'exploitation tout entier.

— Donnez-nous du pain ou fusillez-nous ! crient les manifestants dans les villes d'Italie.
— Nous avons semé et nous avons faim, nous avons produit du charbon et nous avons froid, déclarent les ouvriers de la Ruhr.

— Nous avons travaillé pendant deux années et les restrictions sont les mêmes, sinon pires, voilà ce que constatent les ouvriers en France et dans le monde entier.

Car la situation française est inséparable de la situation internationale.

Après 18 mois de « reconstruction » capitaliste non seulement en France mais dans le monde entier, les salaires réels continuent à baisser, les prix continuent à monter en flèche et les restrictions s'aggravent dans tous les pays, de l'Angleterre jusqu'en Russie, de l'Amérique jusqu'au Japon.

En Europe et dans les colonies des millions de jeunes gens, d'estropiés et d'enfants errent en loques à travers les pays dévastés et affamés.

En Europe centrale et orientale la rage contre les ravages sur lesquelles se battent les armées des deux nouveaux blocs en présence.

Pourquoi reconstruire ?

La famine est générale en Allemagne, en Grèce, en Ukraine, aux Indes.

Les grèves se succèdent en Italie et en Autriche.

L'inflation secoue la Hongrie.

En France les lamentables 25 % d'augmentation de salaires sont annulés depuis longtemps par une vertigineuse hausse de prix qui continue.

C'est que les ouvriers de tous les pays ont perdu la guerre et que les capitalistes de tous les pays l'ont gagnée.

C'est que l'économie de guerre continue et cela veut dire : des canons, des avions, des bombes atomiques et non du pain, du beurre, des chaussures, des maisons ouvrières.

L'avalanche des élections et des référendums n'y change rien. Rien qu'en France on a voté 8 (huit) fois depuis la « Libération ». Le résultat ? La même classe bourgeoise et le même Etat oppresseur exploitent les travailleurs, mènent leur guerre impérialiste en Indochine, réduisent à l'esclavage 700.000 prisonniers de guerre et préparent d'autres bonnes affaires.

La bourgeoisie internationale essaie de dresser les ouvriers des autres pays contre les mineurs américains. La méthode est vieille.

Les mineurs américains, en défendant leur niveau de vie contre les rapaces capitalistes, montrent qu'il est possible de paralyser et d'arrêter la machine de guerre du capitalisme international qui en fin de compte dépend de la bonne volonté des travailleurs.

Mais la grève des mineurs américains montre aussi que la vieille méthode syndicale est insuffisante pour affronter la force concentrée de l'Etat-patron.

La classe ouvrière tout entière devra déborder le cadre professionnel, déclencher la grève générale expropriatrice, abattre le capitalisme et son Etat et s'emparer des moyens de production pour en finir une fois pour toutes avec un régime maudit et condamné.

LE PROLETAIRE.



le prolétaire

Sur-exploitation et misère
ORGANE DU COMMUNISME REVOLUTIONNAIRE

le prolétaire

ORGANE DU COMMUNISME REVOLUTIONNAIRE
Vers la faillite

le prolétaire

ORGANE DU COMMUNISME REVOLUTIONNAIRE
Premier Mai 1946

LE PROLETAIRE

ORGANE DU COMMUNISME REVOLUTIONNAIRE
LA FAMINE!

Ce n'est pas pour nous une occasion de faire des phrases inutiles. C'était une année de lutte contre l'exploitation et l'oppression capitalistes, contre la trépanation de la troisième contre le chauvinisme et le nationalisme, contre l'opportunisme et toute lâcheté politique; une année de lutte pour la cause des prolétaires de tous les pays, pour la révolution sociale, pour le communisme révolutionnaire. Cependant, l'essentiel reste à faire. Notre rayon d'influence est encore bien faible. La situation matérielle du « prolétaire » est grave. Notre lutte impitoyable contre toutes les compromissions idéologiques et politiques ne peut pas plaire à ceux qui ont suffisamment d'argent. Notre journal vit des souscriptions de ses lecteurs, de ses sympathisants ouvriers. Déjà, en 1946, il ne pouvait pas paraître assez régulièrement. Il ne pourra plus paraître en 1947 sans souscriptions importantes et régulières. Tout dépend de cela.

Ainsi nous lançons un appel URGENT à tous les camarades, à tous nos amis ! Souscrivez, aidez-nous à continuer et même à renforcer « LE PROLETAIRE » en 1947 ! Que chacun fasse son devoir !

Notre action de solidarité internationale continue !

La situation alimentaire en Allemagne et en Autriche ne s'est nullement améliorée, au contraire ! Nos lecteurs peuvent en juger d'après les informations publiées dans ce numéro. Nous recevons des lettres désespérées de nos camarades là-bas.

Depuis la publication de notre appel, des nombreux camarades en France et à l'étranger ont répondu. Notre appel a été reproduit par plusieurs journaux internationalistes dans les voyés de plusieurs pays. En dehors de quelques groupes ou plutôt individus opposés à l'action de solidarité internationale, l'écho était favorable et fraternel et a montré que l'internationalisme prolétarien n'est pas mort. Nous remercions tous les camarades pour leur effort.

Notre action doit continuer. On peut maintenant envoyer normalement des colis-échantillon, jusqu'à 500 gr., en Autriche et en dehors de cela il y a d'autres possibilités. Il ne faut pas que nos rescapés des camps de concentration meurent de maladies provoquées par la famine. Là aussi nous sommes sûrs que tous les camarades feront leur devoir. Tout effort, aussi petit soit-il, compte !

LA RÉDACTION.

SOUSCRIPTION

POUR LA SOLIDARITE PROLETARIENNE INTERNATIONALE

Toulouse (anonyme) : 1.000 fr.; Toulouse (C.R.) : cinq colis; des camarades espagnols : 1 colis; Land : 1 colis; B.-du-Rh. : 50 fr.; G.C.F. (M.) : 2 colis; Br. : 1 colis; Ty. : 2 colis; M.L. : 1 colis; G.L. : 1 colis; Lyon : 1 colis; Gr. : 2 colis; Rb. : 1 colis; Robert : 1 colis.

Ont été expédiés depuis juin (à France) : 96 colis (de 500 gr. à 5 kilos) provenant de France et d'autres pays, surtout de l'Amérique, du R.W.L.

L'ACTION de CLASSE LES TRAVAILLEURS

ÉDITORIAL LA VAGUE DE GREVES

LE PROLETAIRE

LE PROLETARIAT PASSE A L'ACTION

SYNDICAT 711111

LE PROLETAIRE

GUERRE

tous ensemble

LA GREVE

Notre appel a été publié par : « Direct Action » (Angleterre), « Fighting Worker » (USA); « The Southern Socialist Review » (Australie); « L'Internationaliste » (Belgique); « Spartacus » (Hollande); « L'Étincelle » (France). Une série d'autres camarades ont répondu favorablement.

Réponses défavorables : Workers-Party (Garret-Shachtman, Etats-Unis), OCR (Rodlon) et FFGC (« L'Internationaliste » Paris).

SOUSCRIPTION

Métallo, Genevilliers, 100; sympathisants, Albi, 30; Mario, 100; Charles, 100; François, 50; Marcel, 10; Robin, 100; Docker, 300; Sarge, 200; Raymond, 1.000; Carretto, 200; Martin, 50; M.T., 300; François, 100; Mimi, 25; L., Le Cheval-Blanc, 100; Vol., 50; Hein, 40; Br., 300; J., 400; Kn, 600; Df., 1.000; Mich., 600; J., 80; M., 1.000; S., 500; W., 1.000; If., 250; Françoise, 200; T., 100; Marcel, 100; Rosa, 200.

Total : 9.185; report : 22.033. Total général : 31.218 francs.

Autriche, 17 novembre.

Environ 600 kilos de colis de ravitaillement sont arrivés jusqu'à maintenant. Transmettez à tous nos amis, surtout à ceux d'Amérique, notre sincère reconnaissance pour leur solidarité prolétarienne internationale !

— La suite de l'article « LA GUERRE CIVILE IMPERIALISTE » paraît dans le prochain Numéro.

— Prochainement : une édition raccourcie du « Prolétaire » « Feuilles de discussion et de documentation ».

LA REVOLTE DE CRONSTADT

par A. Ciliga

Édité sous forme de brochure par « LE PROLETAIRE ».

La L... da...

EN ALLEMAGNE LA CATAS...

La neige tombe sur les ruines, toutes les pensées. Les dictatures mil...

La dictature

Les gouvernements militaires, plus ou moins indépendants du conseil de contrôle à Berlin, dominent toute la vie économique, politique et spirituelle. Des officiers surveillent les universités, les écoles, les syndicats, etc... La dictature fasciste continue.

Comme sous les nazis, il y a des « Bauernführer » responsables de la production agricole. Les ouvriers sont liés aux usines. Ils se trouvent sous la dictature d'un service (« Arbeitsamt ») qui les envoie à tel ou tel travail. Le Syndicat continue le système du Front du Travail.

Il y a une grande différence entre ce qu'on déclare publiquement et ce qui se passe en réalité. Les masses ne croient plus à rien. Il y a une méfiance générale. Des belles paroles et des grandes promesses ne changeront rien, ce sont des actions petites mais efficaces qui peuvent changer quelque chose. Cependant, tous les parisiens, syndicalistes et autorités craignent justement de telles actions ouvrières.

Les autorités américaines arrêtent également des gens qui disparaissent ensuite sans trace.

La famine

Les rations officielles mensuelles en zone américaine sont les suivantes : 4.000 à 6.000 grammes de pain, 800 gr. de viande, 200 gr. de matières grasses, 180 gr. de fromage, etc. Sans économies et sans liaison avec la campagne on est condamné à la mort lente par la famine. La plupart des gens sont pâles, maigres, malades.

À Brême, les hommes ont perdu 2 kilos au cours d'un mois (février-mars 1946), les femmes 4 kilos, parce qu'elles donnent leurs rations à leurs enfants. 28 % des enfants ne vont pas à l'école, par manque de chaussures ou par maladie.

Les maladies vénériennes se propagent, même dans les zones de méditerranée. En zone britannique il y a 40.000 jeunes nomades dont un tiers de jeunes femmes. La criminalité a augmenté de 100 %. Pendant les premiers six mois de 1946 il y a eu 400 cambriolages dans des magasins d'alimentation de Brême.

À Hanovre il y a 40.000 mutilés de guerre, tous sans prothèses. Partout on trouve des mutilés en masses.

Prix et salaires

Pendant la guerre de 1939-45 les prix ont augmenté de 14 %. À la fin de la guerre (jusqu'en mars 1946) les prix ont augmenté de 13 %. Les salaires ont diminué de 20 %. Les heures de travail ont diminué (de 60 à 48 heures par semaine). L'ouvrier qui gagne 45 RM la semaine ne peut même pas acheter sa ration.

Le marché noir a des prix cent fois plus élevés que le marché légal. Un pain, au lieu de 35 pfennigs, coûte 35 RM au marché noir. Donc, ce dernier est réservé aux riches.

Les paysans livrent de moins en moins. À certains endroits ils ne donnent que 5 % de la quantité prescrite. Les ouvriers pouvaient jusqu'à maintenant vivre grâce à leurs économies du temps de guerre; pendant la guerre ils travaillaient 60 heures la semaine et n'avaient pas de possibilités d'acheter (manque de marchandises consommables).

L'ECHEC

ELECTORAL DU P.C.I.

Malgré une dépense de plusieurs centaines de millions et peut-être de millions de francs, malgré un effort énorme dans lequel toutes les énergies militantes ont été engagées, le P.C.I. subit un échec considérable. Dans les départements où il s'était déjà présenté, il n'obtient que 75 % des voix obtenues le 2 juin. Seul dans le Puy-de-Dôme il gagne légèrement.

Les pertes sont particulièrement sensibles dans la Gironde qui était le point le plus fort du P.C.I. et où il n'obtient que 40 %, dans le Rhône 58 % et dans l'Aisne 67 % de ses propres voix du 2 juin.

Comment expliquer ce recul qui contraste particulièrement avec les prophéties de la « Vérité » qui une fois parlait de « 300.000 voix » et une autre fois même de « millions de voix » qu'il espérait de gagner ? Une seule explication : le « communisme » du P.C.I. ne se distingue pas beaucoup de celui du P.C.F. Pour réaliser le programme trotskiste-nationaliste, le P.C.I. a fait une « lutte contre le « danger de réaction », etc., les ouvriers n'ont pas besoin de voter P.C.I., ils votent directement P.C.F.

Le trotskisme s'efforce vainement d'être plus statique, plus parlementaire, plus « réaliste », plus stalinien que le stalinisme. Les anciens électeurs du P.C.I., éduqués dans le trotskisme parlementaire et électoral renforcés par des documents tels que la lettre du B.P. du P.C.I. au P.C.F. et au P.S., préfèrent appuyer directement le P.C.F.

La « Vérité » essaye de passer sous silence la défaite électorale du P.C.I. Seul « La Lutte de Classes » qui avait invité ses lecteurs à voter pour le P.C.I. reconnaît la faillite. Mais son explication est insuffisante. La composition sociale joue un rôle, mais le programme opportuniste est décisif.

LETTRES ...

Marseille

DE MEXIQUE...

De Mexique nous avons reçu une lettre d'un groupe internationaliste qui édite « Mundo Obrero ». Ce groupe s'est formé au début de la guerre de 1939 par l'unification d'un groupe détaché politiquement et organisationnellement du trotskisme avec le groupe qui publiait la revue « Comunismo ».

Mexico, D.F., le 30 octobre 1946.

Chers camarades, C'est avec une grande joie que nous avons lu votre journal « Le Prolétaire ». Nous sommes très intéressés à établir nos rapports avec le mouvement internationaliste en Europe. Notre groupe, bien qu'encore faible numériquement, a maintenu son action internationaliste pendant la guerre, en appelant les ouvriers à fraterniser à travers les tranchées et à renverser l'ennemi dans son propre pays : les capitalistes et leur gouvernement...

Pour ce que nous avons lu dans les deux numéros de votre journal (5, 6 et 7) que nous avons à notre disposition, nous défendons des points de vue semblables sur les principaux problèmes de la révolution prolétarienne. L'appréciation de la Russie actuelle et du capitalisme d'Etat coincide fondamentalement avec nos conceptions, comme vous pouvez le constater postérieurement par notre journal.

DE MILAN...

Milan, 23 octobre 1946.

Chers camarades, Nous vous prions de nous envoyer vos publications qui ont beaucoup d'intérêt pour nous.

Nous avons lu « Comunismo » et « Le Prolétaire », si vous avez d'autres numéros, ceux-ci seront très bien reçus par nous.

En vous remerciant d'avance, nous restons vos camarades.

Signature, Envoyez : Partito Comunista Internazionale, Milano...

LIBEREZ

LES OBJECTEURS DE CONSCIENCE !

Depuis sept ans ils peuplent les prisons : celles de la république, troisième du nom; celles de Pétain, celles de la quatrième république.

Les régimes ont changé, les prisons pas. Non plus ces hommes.

En Angleterre « libérale et démocratique » les objecteurs de conscience, emprisonnés, ont été relâchés; aux U.S.A., une forte partie de l'opinion publique manifeste en leur faveur.

Ici, en France, rien, tout le monde se tait. Tant pis pour ceux dont le crime est d'avoir refusé toute participation aux tueries collectives et qui, pour ce, paient plus cher qu'un industriel « collaborateur » ou un assassin à gages « repentis ».

Il faut que cela cesse ! Il faut que s'élève la protestation de tous les ouvriers conscients et ce par tous les moyens : prise de parole dans toutes les réunions, discussions, etc. Il faut faire connaître le sort de ces camarades, exiger pour eux.

L'AMNISTIE TOTALE ET SANS CONDITION !

DE TURIN

Camarade, Je rentre en France après un séjour en Italie. Ayant pris connaissance de votre brochure « Révolution et contre-révolution en Russie », j'estime qu'il serait très utile de la publier en italien pour le réveil du mouvement révolutionnaire dans ce malheureux pays. Je me suis donc permis de la traduire et je vous demande l'autorisation de la publier par les soins du Parti Communiste Internationaliste, Fédération de Turin.

Les camarades de Turin qui sont complètement dépourvus de toute littérature révolutionnaire depuis 24 ans, demandent aux camarades français de bien vouloir les aider dans leur dur travail d'éclaircissement et de leur faire parvenir du matériel pour la nouvelle éducation marxiste, afin de se préparer à la marche en avant avec le mouvement international.

Je compte sur vous. Au nom des camarades de Turin...

DE LONDRES

De Londres on nous écrit déjà au mois de juin que la R.W.A. s'est dissoute. Une Socialiste Workers League a été formée à la place. Le secrétaire de cette S.W.L. nous informe que la nouvelle organisation « non seulement est plus forte que l'ancienne, mais englobe dans son sein la direction militante de la grève des dockers d'octobre dernier, ainsi que des syndicalistes militants d'autres industries ».

Politiquement la S.W.L. est essentiellement d'accord avec la « Commission Internationale » du groupe Oehler en Amérique (R.W.L.).

Nos lecteurs se rappellent des dessins de John Olday que nous avons publiés. L'Anarchist Federation of Britain nous informe que John Olday a été emprisonné pendant la guerre, comme déserteur pour faux-papiers. « Beaucoup de nos camarades ont été persécutés pendant la guerre parce qu'ils refusaient de participer à la lutte impérialiste. Le cas le plus important d'un camp de concentration est celui de Chorlay, Lancashire, où des antifascistes espagnols, dont 100 anarcho-syndicalistes, ont été internés depuis octobre 1944. Mais tous sont maintenant rentrés en France, sauf 44 qui ont été relâchés en août 1946. »

DE BRUXELLES

À la rédaction et à tous nos camarades du « Prolétaire ».

1^{er} Décembre. En réponse à votre lettre du 28 octobre 1946, les quelques camarades belges vous félicitent de tout cœur pour le beau journal que vous éditez pour la classe déshéritée. Il est rare de rencontrer des militants honnêtes et clairs-voyants et ce bonheur nous a été donné par vous.

Vos idées sont justes et nobles et nous faisons l'impossible pour les répandre. Partout où nous nous trouvons et surtout à l'atelier, nous devons prêcher la bonne parole et surtout nous conduire selon. Affronter sans crainte toute organisation, quel qu'elle soit, qui paralyse l'initiative du prolétariat. Ne plus permettre que n'importe quel dirigeant vicieux étouffe l'énergie qui anime le travailleur aussi bien manuel qu'intellectuel. Au contraire, les amener à penser d'eux-mêmes afin qu'ils puissent un jour décider de leur propre sort.

Tâche rude et gigantesque, mais d'où dépendra le sort de l'humanité. Notre seule récompense ne peut être que l'évolution de l'individu — évolution qui doit conduire vers la société socialiste.

...Nous vous saluons fraternellement et espérons pouvoir continuer notre travail dans une même communauté d'idées.

Pour le SPARTACUS belge...

LE PROBLEME DES TRAMWAYS A MARSEILLE

À la suite d'une convention signée en 1926, avec la Ville, la Compagnie Générale Française des Tramways a, pour Marseille, le monopole des tramways en commun. Cette convention redigée et imposée, à l'époque, par un Conseiller municipal socialiste : le militant Honoré Auguste Joblin, qui est fort onéreuse pour le contribuable. Il y est prévu que le déficit d'exploitation sera entièrement couvert par les finances de la Ville.

De plus, et cette clause a l'air d'une blague, qu'en cas de déficit (c'est le cas absolument général) une prime de 4,35 % de son montant sera versée en sus à la Compagnie. Celle-ci a donc intérêt à offrir une gestion sans cesse déficitaire.

Ainsi, en 1944, le passif fut-il de 90.000.000 de francs. Il atteignit 125 millions en 1945. On prévoit que pour 1946 il sera de l'ordre de 300 millions ! La ville verse, en manquant, ces sommes astronomiques; la compagnie a plus de sérieux dans la gestion. Celle-ci allégué, je suppose, pour se justifier, les difficultés de l'heure, et immanquablement (cette démarche est aussi prévue par la fameuse convention) demande l'autorisation d'augmenter ses tarifs.

Le carnet de tickets de tramway (un ouvrier habitant en banlieue, en consommant à peu près un par jour) coûtait, il n'y a pas longtemps, 10 francs. Depuis un an on l'a porté à 20 francs.

Mais à qui ces demandes d'augmentation sont-elles adressées ? À un conseil municipal qui comprend les deux tiers de stalinistes et un tiers de S.F.I.O. dissidents exclus de leur parti à la suite du duel Defferre-Terriccianni. Pourquoi pas se considérer aux yeux des usagers du tramway, notre héroïque assemblée refuse systématiquement, et de manière ostensible, la majoration qui lui est demandée.

Fort de sa bonne convention, la compagnie se tourne alors vers le ministre des Finances qui, chaque fois passant outre l'hostilité (2 % de nos édiles, impose directement la modification des prix. Les nouveaux tarifs entrent en vigueur, le conseil municipal la ferme, la C.G.T. locale, entièrement stalinisée, fait de même, et le consommateur se prive un peu plus.

Ce scandale permanent s'est corsé subitement devant un nouveau refus de la Ville, le conseil des Ministres, sur la proposition cette fois-ci du S.F.I.O. Jules Moch, vient de porter le carnet de 20 francs à 35 francs. Au cours d'une brève et insignifiante séance, le conseil municipal a fait savoir qu'il n'approuvait pas la mesure. C'est tout. Aucun moyen n'est envisagé pour faire échouer le projet, entré en application le 10 octobre.

Aucune manifestation de masses, aucun plan de boycott, rien.

Comment en serait-il autrement puisque cette proposition de Jules Moch a été entérinée par tout le conseil de ministres, stalinistes inclus.

En contre-partie de cette charge nouvelle pour la population, on nous annonce la mise sous séquestre de la Cie des tramways. Pure poudre aux yeux; prélude (ce n'est pas certain encore) d'une possible nationalisation sur le mode bourgeois, comme on voit tant ces temps-ci.

Ce qu'il y a de grave, c'est que les usagers des tramways restent passifs, paient avec mauvaise grâce, mais n'ont pas encore trouvé le chemin de la véritable lutte.

À notre journal de les éclairer.

La Lutte de Classes dans le Monde

EN ALLEMAGNE

LA CATASTROPHE CONTINUE

La neige tombe sur les ruines. La famine s'aggrave et détermine toutes les pensées. Les dictatures militaires sont extrêmement sévères.

La dictature

Les gouvernements militaires, plus ou moins indépendants du conseil de contrôle à Berlin, dominent toute la vie économique, politique et spirituelle. Des officiers surveillent les universités, les écoles, les syndicats, etc... La dictature fasciste continue.

Comme sous les nazis, il y a des « Bauernführer » responsables de la production agricole. Les ouvriers sont liés aux usines. Ils se trouvent sous la dictature d'un service (« Arbeitsamt ») qui les envoie à tel ou tel travail. Le Syndicat continue le système du Front du Travail.

Il y a une grande différence entre ce qu'on déclare publiquement et ce qui se passe en réalité. Les masses ne croient plus à rien. Il y a une méfiance générale. Des belles paroles et des grandes promesses ne changeront rien, ce sont des actions petites mais efficaces qui peuvent changer quelque chose. Cependant, tous les partis, syndicats et autorités entraînent justement de telles actions ouvrières.

Les autorités américaines arrêtent également des gens qui disparaissent ensuite sans trace.

La famine

Les rations officielles mensuelles en zone américaine sont les suivantes: 4.000 à 6.000 grammes de pain, 800 gr. de viande, 200 gr. de matières grasses, 180 gr. de fromage, etc. Sans économie et sans liaison avec la campagne, on est condamné à la mort lente par la famine. La plupart des gens sont pâles, muets, malades.

A Brême, les hommes ont perdu 2 kilos au cours d'un mois (février-mars 1946), les femmes 4 kilos, parce qu'elles donnent leurs rations à leurs enfants. 28 % des enfants ne vont pas à l'école, par manque de chaussures ou par maladie.

Les maladies vénériennes se propagent pour deux raisons: les troupes d'occupation et le manque de médicaments. En zone britannique il y a 40.000 jeunes nomades dont un tiers de jeunes femmes. La criminalité a augmenté de 100 %. Pendant les premiers six mois de 1946 il y a eu 400 cambriolages dans des magasins d'alimentation de Brême.

A Hanovre il y a 40.000 mutilés de guerre, tous sans prothèses. Partout on trouve des mutilés en masses.

Prix et salaires

Pendant la guerre de 1939-45 les prix ont augmenté de 14 %. A la fin de la guerre (jusqu'en mars 1946) les prix ont augmenté de 13 %. Les salaires ont diminué de 20 %. Les heures de travail ont diminué (de 60 à 48 heures par semaine). L'ouvrier qui gagne 45 RM la semaine ne peut même pas acheter sa ration.

Le marché noir a des prix cent fois plus élevés que le marché légal. Un pain, au lieu de 35 pfennigs, coûte 35 RM au marché noir. Donc, ce dernier est réservé aux riches.

Les paysans livrent de moins en moins. A certains endroits ils ne donnent que 5 % de la quantité prescrite.

Les ouvriers pouvaient jusqu'à maintenant vivre grâce à leurs économies du temps de guerre; pendant la guerre ils travaillaient 60 heures la semaine et n'avaient pas de possibilités d'acheter (manque de marchandises consommables).

L'ECHEC ELECTORAL DU P.C.I.

Malgré une dépense de plusieurs centaines de milliers et peut-être de millions de francs, malgré un effort énorme dans lequel toutes les énergies militantes ont été engagées, le P.C.I. subit un échec considérable. Dans les départements où il s'était déjà présenté, il n'obtient que 75 % des voix obtenues le 2 juin. Seul dans le Puy-de-Dôme il gagne légèrement.

Les pertes sont particulièrement sensibles dans la Gironde qui était le point le plus fort du P.C.I. et où il n'obtient que 40 %, dans le Rhône 58 % et dans l'Isère 67 % de ses propres voix du 2 juin.

Comment expliquer ce recul qui contraste particulièrement avec les prophéties de la « Vérité » qui une fois parlait de « 300.000 voix » et une autre fois même de « millions de voix » qu'il espérait gagner? Une seule explication: le « communisme » du P.C.I. ne se distingue pas beaucoup de celui du P.C.F. Pour réaliser le programme trotskiste-nationalisation-gouvernement P.C.F., lutte contre le « danger de la réaction », etc., les ouvriers n'ont pas besoin de voter P.C.I., ils votent directement P.C.F.

Le trotskisme s'efforce vraiment d'être plus étatique, plus parlementaire, plus « réaliste », plus stalinien que le stalinisme. Les anciens électeurs du P.C.I., éduqués dans le crétinisme paritaire et électoral renforcés par des documents tel que la lettre du B.P. du P.C.I. au P.C.F. et au P.S., préfèrent appuyer directement le P.C.F.

La « Vérité » essaye de passer sous silence la défaite électorale du P.C.I. Seule « La Lutte de Classes » qui avait invité ses lecteurs à voter pour le P.C.I. reconnaît la défaite. Mais son explication est insuffisante. La composition sociale joue un rôle, mais le programme opportuniste est décisif.

De 6-7 milliards, la circulation de l'argent a augmenté jusqu'à 80 milliards de RM. L'inflation menace.

Les impôts sont augmentés par le conseil de contrôle. Surtout l'impôt sur les salaires instauré par les nazis est augmenté de 25 à 35 % et va jusqu'à 30 % des salaires nominaux.

Les frais de poste et de chemins de fer sont doublés, les prix de cigarettes quadruplés; les ouvriers ne peuvent pas acheter leur modeste ration de tabac.

La conférence des ouvriers du bâtiment de Brême a déclaré qu'elle « regrette que le blocage des salaires instauré par le 3^e Reich soit continué par les autorités actuelles... Le niveau de vie empire... » La conférence exige des augmentations de salaires. Les partis et les syndicats se contentent de pétitions.

La destruction des moyens de production

A la suite des destructions de la guerre et des puissances d'occupation, la production normale de 1938 est réduite de 75 %, dans la Ruhr de 60 %. Production de l'acier: 18 %, production de fer: 15 % de la production de 1938. Une grande partie de cette production réduite est au profit des occupants. Le charbon de la Ruhr va pour 40 % à l'étranger, surtout en France.

De 44 usines de sucre en zone russe, 38 sont démontées. Les démontages continuent. Les derniers ouvriers travaillent à dégrader ce qui reste de l'industrie. La production est arrivée à un minimum.

Il n'y a pas de chaussures ni de vêtements à acheter. Le chômage est général. Les jeunes gens évitent de travailler. Le Syndicat demande de « dénoncer » les 18.000 non-travailleurs à Stuttgart.

Partis et Syndicats

Après l'écoulement du 3^e Reich, il y avait une tendance générale dans la classe ouvrière de créer un nouveau et unique parti ouvrier. Cette tendance a été éliminée par le P.C. allemand. Le P.S. est en général aussi fort qu'avant 1933, il a 600.000 membres dans les zones occidentales.

Malgré les affirmations officielles de certains chefs du P.S., le parti n'a point changé fondamentalement. C'est le premier parti collaborateur. Il n'occupe pas toujours la première place dans la collaboration avec les puissances d'occupation parce que celles-ci ne lui la réservent pas toujours. C'est aussi le parti de la coalition avec les autres partis de la bourgeoisie.

A la conférence des responsables du P.S. à Cologne on déclarait: « Le P.S. se retirera si la situation ne change pas. » Le sens de telles déclarations « révolutionnaires » est que le P.S. demande une part plus grande dans la répartition des postes officiels.

Le P.C. doit des cadres, de l'argent et du papier de la zone russe. La propagande du P.C. est plus droite que celle du P.S. Il est compromis par l'expérience russe. Les prisonniers de guerre se trouvent en Russie dans des camps gigantesques. Il n'y a que les grands malades qui reviennent. Leur état est terrible. Sur 1.000 hommes 160 meurent en route. Des prisonniers de guerre rapatriés ont gâché les gens du P.C. Le P.C. ment sur la situation des prisonniers de guerre en Russie. D'autre part, il les qualifie de « criminels de guerre ».

Les Syndicats, continuation du Front allemand du Travail (D.A.F.) enregistrent 75 à 95 % des ouvriers, plus qu'avant 1933.

A Offenbach il y a un 3^e « parti ouvrier ». Il s'appelle « Parti Ouvrier ». Il se compose en outre d'anciens socialistes et communistes oppositionnels. Mais sa politique est essentiellement la même que celle des autres partis. Tout en disant que « les anciens partis ont échoué », il se prononce « pour la reconstruction... socialiste ». Il se borne à une politique communaliste.



Londres, 5 novembre (Exchange). — Des manifestations contre la famine ont éclaté à Düsseldorf. La foule a manifesté devant les boulangeries fermées. Le quartier général anglais a lancé un appel pour la formation et l'engagement de volontaires qui seront armés pour protéger les familles des officiers britanniques contre des attaques éventuelles de la part de la population affamée.

Düsseldorf 9 novembre (Exchange). — Le maire de Düsseldorf déclare: « Un peuple affamé perd tout contrôle et ne peut être maîtrisé ni par les Allemands, ni par les autorités d'occupation. »

Les ouvriers de Mûchen-Gladbach déclarent: « Nous avons semé et nous avons faim. Nous avons tissé et nous sommes en loques. Nous avons produit du charbon et nous avons froid. Nos enfants affamés, pâles et estropiés sont dans les rues de nos villes détruites. Tels sont les résultats de 18 mois de reconstruction! »

Reflets d'ITALIE

par JOBER

(Parti Communiste Internationaliste d'Italie)

Remarque de la Rédaction: Nous publions le suivant article à titre d'information et ceci malgré les divergences que nous avons avec le P.C.I. d'Italie, duquel nous séparons une série de questions fondamentales: la question parlementaire, la question syndicale, le rôle et la structure intérieure du parti, etc. C'est dans une série d'autres articles que nous exposons les divergences programmatiques. Toutefois, nous constatons la présence au sein du P.C.I. italien même d'une série de tendances qui se trouvent en désaccord avec le Comité Central dans une ou plusieurs de ces questions mentionnées. Il faut espérer qu'une discussion internationale et fraternelle pourra contribuer à l'éclaircissement de toutes ces questions. C'est dans ce sens que nous publions le suivant article que le camarade Jobert a écrit pour le «Proletaire».

Le Sud

L'Italie du Sud fut toujours maintenue en état de colonie. La grande propriété terrienne « le latifondo » y règne en maîtresse absolue. Système de féodalisme ancien où les nobles, les comtes, les barons et marquis font la loi. La petite propriété est presque inexistante. Les rares petits propriétaires qui subsistent, mènent une vie de dur labeur et de misère. Les

gros propriétaires avec leurs propres moyens de transport envahissent les marchés et au moyen de toutes manœuvres déloyales ils empêchent les petits producteurs de gagner leur pain. Le fief fait son œuvre de sangsue. Le travailleur agricole est contraint à une vie de famine et de privations. Bien souvent son petit lot de terrain et sa maisonnette sont confisqués par le propriétaire.

La grande partie de la population est occupée au travail de la terre pour le compte des seigneurs (« braccianti ») et, comme les serfs de la glèbe, ils vivent en semi-esclavage. Travaillant seulement à certaines saisons de l'année, ils chôment le reste de l'année. Chômage forcé et sans allocation adéquate.

L'industrie n'est pas développée. Les gouvernements qui se sont succédés depuis l'unification de l'Italie, se sont toujours préoccupés de faire de cette partie du pays une base de manœuvre pour faire échouer à l'esprit plus avancé des prolétaires du Nord. Pour réussir dans cette triste besogne, ils ont toujours saboté et mis toutes les entraves possibles au développement du commerce et de l'industrie. Les transports ne peuvent pas s'améliorer, faute de routes et de chemins de fer. Les écoles sont rares et seulement dans les centres principaux. Seuls les privilégiés peuvent les fréquenter. De toute cette situation résulte que l'Italie du Sud bat le record du chômage et de l'analphabétisme. Le service d'hygiène est bien aléatoire, la propreté fait défaut.

Les maladies, surtout la malaria y sévissent et la mortalité a le plus fort pourcentage du pays entier. Seul l'artisanat a une plus large extension et de meilleures conditions de vie.

C'est dans cette partie de l'Italie que les gouvernements recrutent les agents de police et les masses de manœuvres pour briser les grèves et les manifestations ouvrières de l'Italie du Nord. La persistance du chômage et de la misère favorisent l'esprit de servilité contre l'esprit de solidarité de classe.

En 1924-25, Mussolini a brisé la résistance ouvrière dans le Nord en faisant appel aux sans-travail du Midi. Les organisations ouvrières et syndicales sont particulièrement faibles. Dans les grandes villes et dans les ports seulement (dockers) il y a une organisation plus importante.

L'action de classe est faible, et toutes les manifestations qui se produisent, se dirigent contre le percepteur, contre les mesures de l'Etat ou contre les administrations communales.

Cependant, les habitants du Sud sont intelligents, d'esprit ouvert et comprennent. C'est parmi les plus avancés que nos idéalistes se font chemin. En plusieurs localités, nous avons constitué des groupes et des sections communistes internationalistes. A Calanzano, des courageux camarades font paraître le périodique « L'Internazionale Comunista », organe du parti communiste internationaliste dans cette région. Sa présentation simple et suggestive promet une grande influence pour la propagande au milieu des masses exploitées.

Le Nord

Dans le Nord de l'Italie, la vie prend un tout autre aspect. Depuis une cinquantaine d'années, l'industrie a pris un développement considérable. Chaque région est riche en puissantes branches industrielles. L'industrie de l'automobile, l'aviation, les transports sur terre et sur mer, l'industrie du caoutchouc, du bois, carrosseries et meubles, textiles, peaux, feutres, produits chimiques, alimentaires, et toutes sortes d'industries auxiliaires.

L'ouvrier, toujours plus nombreux, est enrégimenté dans les usines parmi les monstres d'acier. Il a appris à connaître plus profondément toute la nature de l'exploitation et le système capitaliste. De longues explications pour lui ouvrir les yeux et lui faire connaître tous les rouages du système de la plus-value et de la concentration du capital n'étaient pas nécessaires. Le système révélé par Marx, les ouvriers l'apprennent à leur poste de travail même.

La guerre de 1914 et la Révolution

Avant la guerre de 1914-18, le mouvement socialiste avait creusé des profondes racines parmi les prolétaires d'Italie. La doctrine propagée dans ces temps était exclusivement basée sur les principes de classe, intransigeants et internationaliste. Après l'effondrement de la 2^e Internationale, les ouvriers furent déconcertés. Malgré la position réformiste et légaliste du P.S. italien, les masses ouvrières se révoltèrent à plusieurs reprises contre l'exploitation châtée et contre les pressions gouvernementales.

1917: les cinq journées d'août; insurrection contre la guerre, 1919: la grève (dite de la lance) contre l'arbitrage patronal pour le changement de l'heure de travail (deux mois de lutte héroïque). Ensuite les grèves des cheminots, des tramwaymen et de tous les transports par route et par mer. Grèves générales de toutes les industries: métallurgiques, textiles, constructions et routes. Chaque jour nouvelle effervescence et des nouvelles forces qui entrent en lutte. Les paysans dans les campagnes, les riziers du Canavese, du Novarese, de Lombardie, de Sonelina, de Valtellina.

Les travailleurs de la terre de l'Emilie, de la Romagne et de toutes les régions agricoles donnaient un exemple magnifique d'héroïsme et de discipline. Toute une chaîne ininterrompue de mouvements grandioses qui avaient leur épilogue dans la grande action de septembre 1920 avec l'occupation des terres et des usines.

L'occupation par les travailleurs de leurs lieux de travail signifiait à leur avis la délivrance de toute oppression. Avec enthousiasme et discipline, chacun accomplissait son travail, sans défaillance ni hésitation. Un ordre ma-

De la révolution russe à la Révolution mondiale

La Révolution russe de 1917 était à la fois la dernière révolution bourgeoise et un combat préliminaire de la future révolution prolétarienne mondiale. C'était la dernière révolution bourgeoise parce que la première guerre mondiale, l'échec des mouvements révolutionnaires-prolétaires qui lui ont succédé et le capitalisme d'Etat ont clos définitivement l'ère de la révolution (et de la démocratie) bourgeoise; la bourgeoisie est devenue une classe absolument réactionnaire, contre-révolutionnaire et pourrie dans tous les pays du monde (colonies y inclus). La révolution prolétarienne est parvenue à l'ordre du jour historique.

Comme la Révolution de 1789, la Révolution de 1917 a renversé et détruit le système féodal, mais elle est allée plus loin: le prolétariat russe, plus fort et plus conscient que celui de 1789, ne s'est pas borné à renverser l'absolutisme, organisé dans ses conseils d'ouvrier, de marins et de soldats, il a exproprié la bourgeoisie et il a pris en mains les moyens de production et tout le pouvoir.

Dans ce sens il a continué l'œuvre de la Commune de Paris (1871) et a ouvert un cycle de mouvements révolutionnaires prolétaires en Europe (Allemagne, Autriche, Hongrie, etc.). Cette première vague révolutionnaire-prolétarienne internationale a été battue par la contre-révolution bourgeoise internationale qui a triomphé sous forme de fascisme blanc, brun, noir ou rouge.

En Russie, même la contre-révolution bourgeoise, en expropriant le prolétariat et en le re-

gnifique, surprenant, parfait régnait. Une force destructrice! Mais à ce moment, le parti révolutionnaire manqua. Les socialistes dépeuplèrent le mouvement de tout caractère politique. Pour eux, seule l'action économique et syndicale était en jeu. Seule la CGT était autorisée à résoudre la dissidence. Les Daragana, Reina et Rigola (avant d'avoir la magnifique action de classe, Mussolini qui depuis 1915 avait obtenu l'appui des démocrates français, acquiescent en ce moment, en 1920, sa puissance maximum, grâce à l'œuvre de trahison du parti socialiste et de la CGT. Daragana pouvait se vanter en 1923, en présence du Duce, de son mérite d'avoir empêché la révolution bolchévique en Italie.

La contre-révolution fasciste

En 1921, le parti communiste est constitué à Livorno. Sa naissance trouve les milices noires (fascistes) puissamment organisées. L'autorité bourgeoise ne craignant plus rien de l'action ouvrière, se met à la remorque du patronat et du fascisme. L'épine dorsale du mouvement ouvrier est brisée. La terreur commence ses exploits et fait son chemin. Une des premières victimes était Spartaco Lavagnini, secrétaire d'une fédération syndicale, poignardé à Florence sur son bureau de travail. C'étaient ensuite les expéditions en grand style et le massacre de Turin. Les assauts aux sections communistes et socialistes. Les attaques contre les Bourses du Travail, les cercles ouvriers, les coopératives agricoles et industrielles et contre les Maisons du Peuple. Tout fut saigné, éventré, incendié; les archives, les bibliothèques, les tableaux et les œuvres d'art jetés dans la rue, détruits et brûlés.

Les vaillants camarades proposés à la défense furent délogés à bombes lacrymogènes, poursuivis par la mitraille et massacrés sur la route avec les moyens les plus barbares qu'on puisse imaginer. Des dizaines de milliers de victimes ont ainsi péri.

Et ce fut le tour de Matteotti. Ensuite la mort lente de Gramsci et l'assassinat de Gastone Sozzi.

Arrêtons-nous de citer des noms, puisqu'il faudrait des pages entières pour les énumérer. Presque toutes les familles ont été atteintes par ce cruel carnage. Combien de veuves, d'orphelins, de fils, de filles, de frères ont gardé l'esprit de vengeance. Tous ceux qui ont pu se sauver des fusillades, les rescapés des massacres, des îles de déportation, de prisons et de l'exil, tous se rappellent encore des victimes martyrisées, tous ont des comptes à régler avec les bourreaux. Voilà pourquoi 25 années de fascisme n'ont pas affaibli l'esprit de lutte du prolétariat italien...

Le nouveau mouvement révolutionnaire

Le fascisme avait toutes les possibilités de créer une mentalité superficielle dans l'esprit des enfants. Mais il a suffi d'un rayon de lumière, d'une bouffée d'air libre pour balayer tout ce vernis et le réduire en poussière. La preuve de la mentalité d'indépendance et de la volonté de lutte a été donnée par les mouvements clandestins dans les usines, les actes de sabotage, les grèves dans toutes les corporations chez FIAT à Turin, dans les usines de Milan, les textiles de Prato, à Sestri, Terni, Villar Perosa, etc.

Tous ces mouvements ont eu lieu dans les périodes les plus difficiles sous le contrôle des chemises noires et sous la discipline de fer du fascisme.

La suite de cet article dans le prochain Numéro: Le rôle du P.C. italien: Le mouvement continue; Le P.C. infer; Appel aux camarades étrangers.

Adressez toute correspondance à MARIE-LOUISE BAILLY, 1, rue du Pavillon, LYON 4^e.

NOTRE POSITION

Déclaration fondamentale

(suite de la première page)

De la révolution russe à la Révolution mondiale

La Révolution russe de 1917 était à la fois la dernière révolution bourgeoise et un combat préliminaire de la future révolution prolétarienne mondiale. C'était la dernière révolution bourgeoise parce que la première guerre mondiale, l'échec des mouvements révolutionnaires, les prolétaires qui lui ont succédé et le capitalisme d'Etat ont clos définitivement l'ère de la révolution (et de la démocratie) bourgeoise ; la bourgeoisie est devenue une classe absolument réactionnaire, contre-révolutionnaire et pourrie dans tous les pays du monde (colonies y inclus). La révolution prolétarienne est parvenue à l'ordre du jour historique.

Comme la Révolution de 1789, la Révolution de 1917 a renversé et détruit le système féodal, mais elle est allée plus loin : le prolétariat russe, plus fort et plus conscient que celui de 1789, ne s'est pas borné à renverser l'absolutisme, organisé dans ses conseils d'ouvrier, de marins et de soldats, il a exproprié la bourgeoisie et il a pris en mains les moyens de production et tout le pouvoir.

Dans ce sens il a continué l'œuvre de la Commune de Paris (1871) et a ouvert un cycle de mouvements révolutionnaires prolétariens en Europe (Allemagne, Autriche, Hongrie, etc.). Cette première vague révolutionnaire-prolétarienne internationale a été battue par la contre-révolution bourgeoise internationale qui a triomphé sous forme de fascisme blanc, brun, noir ou rouge.

En Russie, même la contre-révolution bourgeoise, en expropriant le prolétariat et en le re-

jetant dans l'esclavage, a instauré le capitalisme d'Etat, forme suprême et décadente du capitalisme contemporain.

La bourgeoisie de tous les pays, après avoir écrasé le prolétariat révolutionnaire, a immédiatement préparé la deuxième guerre impérialiste mondiale. Aux 10 millions de morts de la première guerre mondiale s'ajoutent les 50 millions de morts et autant d'estropiés et de fous de la deuxième guerre mondiale. Paralyés par la terreur fasciste-stalinienne et surtout par le grand mensonge du « socialisme » d'Etat en « U.R.S.S. », les prolétaires de presque tous les pays n'ont pas réagi de façon révolutionnaire contre cette deuxième guerre mondiale.

— Pourquoi faire la révolution, si l'armée rouge victorieuse nous apporte le socialisme ? Ayons confiance dans nos chefs : telle était la réaction des masses travailleuses de l'Europe pendant la deuxième guerre mondiale.

Le résultat était la prolongation meurtrière de la guerre impérialiste, la destruction de l'industrie européenne par les bombardements et les démontages, la déportation en masse des ouvriers, les désillusions des masses travailleuses tombées sous le joug des armées « libératrices » russes ou occidentales, la préparation accélérée de la troisième guerre mondiale.

L'issue de la deuxième guerre mondiale pose de façon tranchante toutes les questions de la révolution prolétarienne, de l'émancipation de l'humanité. L'issue tragique de la deuxième guerre mondiale montre les erreurs et les lacunes des vieilles théories et exige et rend possible des nouvelles explications théoriques fondamentales. Le vieux mouvement ouvrier est devenu capitaliste-étatique, le nouveau doit naître. Il n'existe pas encore, il n'y en a que des germes. La nouvelle théorie également ne peut encore que germer. Notre tâche est de la reconnaître, de l'exprimer.

La solution matérielle et idéologique de « l'énigme » russe permettra une nouvelle progression du prolétariat international. La continuation de la guerre impérialiste mondiale conduirait, à un prix de victimes, qu'un réajustement victorieux aurait pu éviter, à l'usure et à l'écrasement du stalinisme russe. Les révolutionnaires doivent prévoir et se préparer idéologiquement à cet événement qui ébranlera le monde.

Seule la révolution prolétarienne aurait pu empêcher la course vers la troisième guerre impérialiste mondiale ; seule la révolution prolétarienne pourra arrêter la catastrophe. Malgré les dévastations, malgré la destruction possible d'une grande partie de l'humanité, le problème social restera à résoudre et la révolution prolétarienne restera à l'ordre du jour et présenterait la seule issue.

Le communisme révolutionnaire, prolétarien, libertaire et international

L'idéologie du nouveau mouvement ouvrier est celle du communisme révolutionnaire, prolétarien, libertaire et internationaliste.

Communisme parce que la société qui succèdera au capitalisme ne peut être que celle où les moyens de production et par conséquent les produits seront propriété commune de tous, où par conséquent l'abondance sera réalisée par tous et pour tous. Une telle société s'appelle communisme.

Révolutionnaire parce que seule la révolution prolétarienne pourra réaliser ce communisme ; la bourgeoisie et son Etat ni les autres couches privilégiées ne céderont leur place au prolétariat ; une guerre civile prolétarienne implacable devra les chasser.

Libertaire parce que le communisme est inconcevable sans liberté ; la révolution prolétarienne est antitayloriste et antiguerne ; la liberté devra exister pour tous, pour toutes les tendances dans la démocratie des travailleurs ; cette liberté est indispensable à la réalisation du communisme.

Internationaliste parce que le prolétariat est une classe internationale et sa révolution ne peut triompher et le communisme ne peut être réalisé qu'internationalement.

Contre les étiquettes du passé, pour la synthèse révolutionnaire dans l'action directe

Nous rejetons les étiquettes périmées et creuses qui tendent à diviser les ouvriers révolutionnaires. Ainsi nous considérons dépourvus de sens les étiquettes « marxisme » et « anarchisme », qui opposent souvent des prolétaires révolutionnaires qui pensent au fond la même chose. Le « marxisme » officiel est compromis par sa politique et la pratique impérialiste et capitaliste d'Etat des partis « marxistes » officiels de la 2^e, 3^e et 4^e « internationale » et de leurs satellites de « gauche ». L'« anarchisme » officiel est compromis par l'expérience gouvernementale en Espagne, par une pratique réformiste-syndicale et par une propagande parfois patri-

otique. Cependant, il ne suffit pas de rejeter l'ensemble des deux écoles primitivement révolutionnaires. Le nouveau mouvement ouvrier a besoin d'une synthèse des côtés révolutionnaires et de l'anarchisme et du marxisme ; cette synthèse se réalisera dans la lutte de classes même. Dès maintenant on peut dire qu'elle rejettera les dernières déformations et compromissions mais aussi les erreurs et les lacunes primitives qui ont contribué aux compromissions actuelles.

A notre avis elle exprimera par la méthode scientifique et révolutionnaire du matérialisme historique et dialectique la révolution prolétarienne perma-

nente qui sera internationaliste, antiparlémentaire, antisindical, antitayloriste et libertaire.

Le communisme de conseil hollandais est une des tentatives — encore insuffisante et probablement inconsciente — d'une telle synthèse révolutionnaire. Le communisme de conseil est à la fois la pointe la plus avancée de l'ancien mouvement ouvrier et, en tant que propagandiste du nouveau mouvement, la négation du vieux mouvement ouvrier.

L'idée révolutionnaire a besoin d'un développement permanent.

C'est dans ce sens que la révolution programmatique.

LE CAPITALISME D'ETAT ET LA REVOLUTION PROLETARIENNE MONDIALE

La tendance du capitalisme mondial à prendre la forme de capitalisme d'Etat, est devenue générale. Cette tendance est évidente depuis la première guerre mondiale et depuis elle s'est renforcée continuellement. Le capitalisme d'Etat est réalisé sous la forme la plus perfectionnée jusqu'à maintenant en Russie actuelle.

Le capitalisme d'Etat n'est ni une phase « progressive » du capitalisme, ni une solution des contradictions capitalistes, ni une nouvelle société fondamentalement différente du capitalisme « classique », ni un retour vers une barbarie précapitaliste rendant impossible toute révolution prolétarienne.

Au contraire. Les contradictions fondamentales du capitalisme révoltent une forme nouvelle ; non seulement elles ne sont pas supprimées, mais au contraire aggravées par une concentration augmentée du capital.

Le capitalisme d'Etat n'est donc nullement un régime pré-socialiste ou un pas vers le socialisme.

La révolution prolétarienne est possible et nécessaire dans tous les pays du monde, dans ceux qui ont atteint le stade impérialiste ou capitaliste-étatique comme dans les autres.

Le capitalisme d'Etat renforce et augmente les conditions nécessaires à la révolution prolétarienne mondiale.

Le capitalisme, de plus en plus incapable de résoudre ou même de pallier à ses contradictions internes, se trouve dans une crise économique permanente. Une expression de cette crise est l'incapacité du capitalisme à vivre en « paix » : les conflits entre les divers impérialismes ont une tendance permanente à se généraliser (guerres mondiales).

Seule la menace révolutionnaire-prolétarienne est capable d'arrêter la guerre impérialiste ; le reflux révolutionnaire met rapidement à l'ordre du jour un nouvel éclatement de la guerre impérialiste mondiale.

D'autre part, la guerre impérialiste mondiale provoque la résistance révolutionnaire de la classe ouvrière et de tous les exploités. Seul le développement de cette résistance révolutionnaire de la classe ouvrière et de tous les exploités est capable d'interrompre ou d'en finir avec la guerre impérialiste mondiale.

Le développement des contradictions capitalistes aboutit à une exploitation et à une paupérisation croissantes de la classe ouvrière et à la ruine des couches moyennes. Le capitalisme ne peut se maintenir que grâce à des méthodes de terreur de plus en plus violentes, tel le fascisme (Allemagne, Italie, Russie). L'époque de la démocratie bourgeoise, forme politique de la période ascendante du capitalisme, est close.

La suppression des contradictions capitalistes n'est possible que par la réalisation de la société socialiste (communisme) sans classes. Dans la société sans classes, les moyens de production et par conséquent toutes les richesses de ce monde n'appartiendront plus à une minorité exploitée, mais à l'humanité toute entière.

La production dirigée de façon démocratique et planifiée par tous les travailleurs aboutira à une abondance rapidement croissante qui ne signifiera plus le désastre mais le bien-être illimité et la possibilité d'un développement libre pour tous.

L'avènement de la société socialiste sans classes signifiera la fin de l'époque où l'homme devait se borner essentiellement à la recherche de la nourriture, à la lutte acharnée contre la famine et le froid ; ce sera la fin de la phase animale et barbare de l'évolution humaine et le commencement de l'histoire effective de l'humanité.

Donc, la révolution prolétarienne (sociale) ne se dirige pas seulement

contre le capitalisme, mais contre toute la phase animale de l'humanité ; elle termine non seulement la société capitaliste et la société de classes en général, mais toute la phase bestiale de l'humanité. Cette révolution se distingue par conséquent de toutes les autres révolutions sociales qui ont eu lieu jusqu'ici. En fin de compte, ce n'est pas une révolution prolétarienne seulement, bien que la classe ouvrière l'accomplisse. C'est la révolution sociale dans le sens le plus large et le plus profond du mot.

L'Etat est toujours un instrument d'oppression des classes exploiteuses. Par conséquent le pouvoir ouvrier (commune) ne peut plus être appelé « Etat », car il englobe l'ensemble des travailleurs organisés dans leurs conseils. (Voir la partie « le pouvoir ouvrier »).

Avec le développement croissant de la production et de l'abondance

des produits de consommation, toute forme de contrainte de classe disparaît et le pouvoir ouvrier, le prolétariat organisé en classe dominante, se dissout dans la société sans classes.

Cette évolution n'est possible qu'à l'échelle internationale.

Le prolétariat est une classe internationale. La bourgeoisie également, malgré ses contradictions impérialistes, est une classe internationale. La révolution prolétarienne, à l'opposé de la révolution bourgeoise, est une révolution internationale en ce sens, que tout en commençant dans le cadre national, elle ne peut triompher qu'internationalement.

La révolution prolétarienne ou déclenche la guerre civile internationale et vainc par l'instauration du pouvoir ouvrier international, est étouffée et écrasée par la contre-révolution bourgeoise dans le cadre national ou local.

LA LUTTE DE CLASSE PROLETARIENNE

Dans la période actuelle, celle du capitalisme d'Etat, la lutte de classes est poussée à son extrême. La démocratie bourgeoise est arrivée à son terme. Facisme, dictatures policières et militaires sont les formes politiques normales du capitalisme d'Etat.

La guerre impérialiste devient permanente. Il n'y a plus de place pour des solutions partielles. La révolution prolétarienne est devenue une nécessité urgente et immédiate.

Dans toutes les périodes, aussi bien sous une dictature fasciste ou militaire, qu'en guerre impérialiste, nous sommes pour l'action autonome de la classe ouvrière en faveur de ses revendications immédiates, contre toute exploitation et oppression, pour la révolution prolétarienne.

Nous sommes toujours et partout pour la participation active à la lutte de classe prolétarienne. Le travail communisme-révolutionnaire est nécessaire, non seulement en temps de « paix », mais aussi et surtout en temps de guerre impérialiste et en période de réaction.

L'activité révolutionnaire prolétarienne en temps de guerre impérialiste et en période de terreur gouvernementale et contre-révolutionnaire ne se distingue pas essentiellement de la révolution quantitative de l'activité révolutionnaire en période de montée ; l'organisation est plus petite et plus rigide en période de réaction, le tirage de ses écrits de propagande est plus réduit, la lutte défensive contre la terreur policière occupe une place plus large.

Nous rejetons la « théorie » contre-révolutionnaire de la « disparition » de la classe ouvrière en temps de guerre ou de réaction, « théorie » qui a servi et qui sert toujours à justifier la trahison de classe.

Le travail communisme révolutionnaire ne doit se borner ni à l'activisme pur, ni à l'étude théorique pure ; et l'un et l'autre aboutiraient à la dégénérescence inévitable dans un sens opportuniste ou intellectuel à petit-bourgeois. Le communisme révolutionnaire se refuse à séparer l'étude de l'action ; il puise ses idées révolutionnaires dans l'action directe et il anime l'action révolutionnaire par les idées gagnées dans la pratique révolutionnaire.

Sans théorie révolutionnaire, pas d'action révolutionnaire.

Tout détachement de la classe ouvrière ne peut aboutir qu'à la dégénérescence bourgeoise.

Comme pendant la dernière guerre ou même dans la période la plus meurtrière, nous avons réalisé non seulement un travail théorique préparatoire, mais en même temps édité des journaux pour les ouvriers les plus avancés, tel « Spartakus » et « Fraternisation Proletarienne », dans une nouvelle guerre mondiale également, nous marcherions contre le courant et n'interromprions pas volontairement la propagande défaitiste-révolutionnaire et prolétarienne-internationaliste.

Nous appuyons toutes les revendications immédiates du prolétariat (augmentations de salaires, lutte contre la vie chère, meilleur ravitaillement, amélioration des conditions de travail, etc...). Nous participons à toutes les actions de la classe ouvrière qui ont pour but la réalisation de telles revendications immédiates (grèves, manifestations) et nous invitons les ouvriers à renforcer et à étendre ces actions ; nous poussons en avant vers la solution révolutionnaire et nous lions les revendications immédiates au but final.

Les communistes révolutionnaires participent à tous les organes de masse nés spontanément dans la lutte de la classe ouvrière, organes qui servent à mener la lutte pour les revendications immédiates, et nous invitons les ouvriers à participer à ces organes qui n'englobent que des ouvriers, indépendamment de leur tendance politique, syndicale ou autre.

En même temps, nous combattons le réformisme, soutien du capitalisme, parce qu'il présente les revendications immédiates comme le but principal et parce qu'il essaie, en commun avec d'autres tendances semblables, d'exploiter les revendications immédiates de la classe ouvrière pour une politique antiprolétarienne.

En opposition à ces tentatives, les communistes révolutionnaires s'efforcent de lever la conscience de la classe des travailleurs ; ils démontrent qu'il est impossible, en régime capitaliste, d'arriver à une amélioration importante ou durable pour les ouvriers, et ils disent ouvertement que toute amélioration ne peut être maintenue que par l'action révolutionnaire directe des masses et que seul le pouvoir ouvrier et la société sans classes rendront possibles une amélioration définitive et illimitée du niveau de vie des travailleurs.

(Suite et fin en dernière page)

gnifique, surprenant, parfait régnait. Une force indétruite ! Mais à ce moment, le parti révolutionnaire manqua. Les socialistes dépeuplèrent le mouvement de tout caractère politique. Pour eux, seule l'action économique et syndicale était en jeu. Seule la CGT était autorisée à résoudre la dissidence. Les Dargonn, Reina et Bicola firent avorter la magnifique action de classe. Mussolini qui depuis 1915 avait obtenu l'appui des démocrates français, acquiesça en ce moment, en 1920, sa puissance maximum, grâce à l'œuvre de trahison du parti socialiste et de la CGT. Dargonn pouvait se vanter en 1923, en présence du Duce, de son mérite d'avoir empêché la révolution bolchévique en Italie.

La contre-révolution fasciste

En 1921, le parti communiste est constitué à Livorno. Sa naissance trouve les milices noires (fascistes) puis- samment organisées. L'autorité bourgeoise ne craignant plus rien de l'action ouvrière, se met à la remorque du patronat et du fascisme. L'épine dorsale du mouvement ouvrier est brisée. La terreur commence ses exploits et fait son chemin. Une des premières victimes était Spartaco Lavagnini, secrétaire d'une fédération syndicale, poignardé à Florence sur son bureau de travail. C'étaient ensuite les exécutions en grand style et le massacre de Turin. Les assauts aux sections communistes et socialistes. Les attaques contre les Bourses du Travail, les cercles ouvriers, les coopératives agricoles et industrielles et contre les Maisons du Peuple. Tout fut saccagé, éventré, incendié ; les archives, les bibliothèques, les tableaux et les œuvres d'art jetés dans la rue, détruits et brûlés.

Les vaillants camarades préposés à la défense furent délogés à bombes lacrymogènes, poursuivis par la mitraille et massacrés sur la route avec les moyens les plus barbares qu'on puisse imaginer. Des dizaines de milliers de victimes ont ainsi péri.

Et ce fut le tour de Matteotti. Ensuite la mort lente de Gramsci et l'assassinat de Gastone Soici.

Arrêtons-nous de citer des noms, puisqu'il faudrait des pages entières pour les énumérer. Presque toutes les familles ont été atteintes par ce cruel carnage. Combien de veuves, d'orphelins, de fils, de filles, de frères ont gardé l'esprit de vengeance. Tous ceux qui ont pu se sauver des fusillades, des camps de concentration, des îles de déportation, de prisons et de l'exil, tous se rappellent encore des victimes martyrisées, tous ont des comptes à régler avec les bourreaux. Voilà pourquoi 25 années de fascisme n'ont pas affaibli l'esprit de lutte du prolétariat italien...

Le nouveau mouvement révolutionnaire

Le fascisme avait toutes les possibilités de créer une mentalité super-féodale dans l'esprit des enfants. Mais il a suffi d'un rayon de lumière, d'une bouffée d'air libre pour balayer tout ce venin et la réalité en puissance. La preuve de la mentalité d'indépendance et de la volonté de lutte a été donnée par les mouvements clandestins dans les usines, les actes de sabotage, les grèves dans toutes les corporations chez FIAT à Turin, dans les usines de Milan, les textiles de Prato, à Sestri, Terni, Villar-Persona, etc.

Tous ces mouvements ont eu lieu dans les périodes les plus difficiles sous le contrôle des chemises noires et sous la discipline de fer du fascisme.

La suite de cet article dans le prochain Numéro :
Le rôle du P.C. italien ; Le mouvement continué ; Le P.C. inter ; Appel aux camarades étrangers.

Adressez toute correspondance à MARIE-LOUISE BAILLY, 1, rue du Pavillon, LYON 4^e.

Les Livres

La barbarie stalinienne
et la tragédie trotskiste
sous forme de roman

LE ZÉRO ET L'INFINI

L'Histoire nous a appris que souvent les mensonges servent mieux que la vérité, car l'homme est paresseux, et il faut lui faire traverser le désert pendant quarante ans, avant chaque étape de son développement. Et pour le forcer à franchir le désert, force menaces et force promesses sont nécessaires : il a besoin de terreurs imaginaires et d'imaginaires consolations, sans quoi il va s'assouper et se reposer prématurément et ne s'amusera à adorer des veaux d'or.

(Extrait de la préface du programme transitoire ? Non. C'est un extrait du journal de N. S. Roubachof en prison.)



Les procès de Moscou n'étaient que le point final d'une tragédie sanglante qui a commencé très tôt. La répression de Cronstadt, la déportation des anarchistes et des gauchistes, la lutte contre les « scissionnistes » et pour le « redressement » du Stalintern — tout cela était réalisé, approuvé ou toléré par l'ensemble des Roubachof, des Zinoviev et Trotski jusqu'à Bordiga. La vie et Trotski jusqu'à Bordiga. La vie et Trotski jusqu'à Bordiga. La vie et Trotski jusqu'à Bordiga.

Trop tard pour eux tous... dit Kestler. Lorsque sonnait l'heure de parade pour la dernière fois devant le monde, aucun d'entre eux ne pouvait faire du banc des accusés une tribune, dévoiler la vérité aux yeux du monde et, comme Danton devant ses juges, réfuter l'accusation...

Ils étaient trop profondément empietés dans leur propre passé, pris dans la toile qu'ils avaient tissée eux-mêmes, conformément aux lois de leur propre morale tortueuse et de leur tortueuse logique ; ils étaient tous coupables, mais pas de ces actes dont ils s'accusaient eux-mêmes...

Ainsi le roman de Kestler n'est pas seulement un événement littéraire de premier ordre, mais en même temps une accusation terrible contre le système stalinien et son aile « gauche », le trotskisme. Il ne faut donc pas s'étonner que le stalinisme a fait l'impossible pour empêcher l'édition, la diffusion et l'intelligence de ce livre.

Quant au trotskisme, c'est M. Beaufrère qui a entrepris la vaine tentative de sauver l'honneur de sa fraction. Au contraire, le plaidoyer de Beaufrère (« Vérité », n° 119) n'est en réalité qu'une confirmation de ce que nous avons constaté depuis longtemps :

— Une lutte tragique (!), d'écrit Beaufrère, oppose les deux tendances, issues PAREILLEMENT DU BOLCHEVISME : STALINISME ET TROTSKISME.

Beaufrère présente très justement le stalinisme et le trotskisme comme des frères jumeaux. Remarquons en passant qu'il accuse Trotski qui, lui, a nié cette parenté et a déclaré « incompatible » le stalinisme avec le « bolchevisme-léninisme ». Chez Beaufrère, le rapprochement idéologique vers le stalinisme a fait un nouveau progrès.

Il essaye vainement de nier l'identité entre les Roubachof et le trotskisme. « Roubachof a été exécuté avant d'être exécuté... »

En effet. Exécuté — par exemple — des marins de Cronstadt !!!

... Au cours de son interrogatoire, il essaya de se défendre. Politiquement il est brisé par Ivanov et Gletkin.

Comme le trotskisme par le stalinisme, comme le libéralisme par l'absolutisme.

Il est significatif que Beaufrère, avec sa logique trotskiste, ne comprend pas la critique de Trotski qui, au contraire, trouve que l'auteur ayant voulu réhabiliter les victimes du N° 1, il a constamment justifié la politique du N° 1.

C'est magnifique. Pour les trotskistes on veut ou « réhabiliter » les trotskistes ou « justifier » le stalinisme. L'argumentation du stalinisme est d'ailleurs la même : ou bien tu es pour le « parti » ou tu es trotskiste...

Kestler n'est ni l'un ni l'autre ; il montre, dévoile et analyse et la parenté et les contradictions entre la dictature et son opposition fidèle. Il n'a pas à craindre de reproduire l'argumentation authentique des deux fractions « bolcheviks ».

Travail exécuté par une équipe de camarades syndiqués

Beaufrère regrette que le « parti » (stalinien) « se soit ainsi privé d'une ressource d'énergie immense : l'initiative et l'action révolutionnaire des masses ». Il trouve donc normal que la masse soit là pour le parti qui s'en « sert » ou s'en « prive ».

Après avoir rappelé que les Roubachof étaient des « exécutants » et des capitulards, il leur décerne un brevet d'honnêtes révolutionnaires. Et il reconnaît la parenté intime des « bolcheviks zinovievistes, stalinien ou trotskistes ».

Au fond, en quoi consiste son plaidoyer ? Les trotskistes « authentiques » auraient été liquidés sans procès publics. C'est juste et faux. Ciliga qui était prisonnier à Verkhne-Oural'sk, nous apprend que la majorité des détenus trotskistes a capitulé, la minorité a rompu avec le définitif trotskisme et a évolué vers des positions défaitistes-internationalistes.

Quant à M. Beaufrère, il fait partie de la majorité. Il termine son article en offrant au stalinisme — une fois de plus — le secours actif du trotskisme dans une 3^e guerre mondiale. Tel est le rôle pitoyable du trotskisme. Il finira là où ont fini et où finiront tous les Roubachof.

• Une revue social-démocrate de gauche

“Socialisme & Liberté”

Les cinq premiers numéros de
« Masses »
(Janvier—novembre 1946)

En dehors de quelques rares articles remarquables et justes dans l'ensemble — tels Le Régime soviétique est-il socialiste, par Ariat et L'Évolution du socialisme, par S. Koubak, c'est l'opposition grossière, le racisme anti-allemand et le patriotisme anti-russe et pro-démocratique qui s'étale à travers ces cahiers. Les belles paroles « révolutionnaires », « marxistes » et même « libertaires », les citations de Rosa Luxemburg et de « Spartacus » n'y changent rien, au contraire, elles servent de camouflage.

Même Ariat confond « peuple », « nation » et classe ouvrière et préconise non pas la révolution prolétarienne, mais « la démocratie politique et économique ».

1° Vive la France.
Néval s'incline devant le Général de Gaulle :

« Le pays doit beaucoup à l'homme qui, pendant 5 ans, a incarné la volonté de résistance et d'espoir... »

Lefèvre en fait autant (2). Pour lui, de Gaulle « n'est pas un Boulanger, mais un Lafayette ». Son action n'est pas celle d'une fraction capitaliste, mais « personnelle ». « Notre » parti (SFO) « est le dépositaire d'une culture libérale ».

Est-ce le même R.L. qui reproche à « trahison » à l'épiscopat français (3) Trahison de quoi ?

Pivert, dont on n'a pas oublié l'adresse de dévouement au Général de Gaulle pendant la guerre, invite « tout militant révolutionnaire honnête et antitotalitaire » à adhérer au parti SFO (4).

Delny considère la « socialisation (1) des usines Berliet », manoeuvre capitaliste que nous avons dénoncée à plusieurs reprises, comme « le chemin qui mène au socialisme » (5).

C'est tout à fait l'opinion de Jean Rous, ancien leader de la 4^e Internationale, fasciste en 1940/41 et maintenant leader de la SFO ; il considère les nationalisations comme « une étape progressive dans la voie de la révolution socialiste » (6).

En plus, il préconise « la participation populaire à la gestion ». De la destruction du capitalisme à la « participation », du prolétariat au peuple, — tel est le chemin de Rous.

E. Lienert parle de la « dictature imposée par l'occupant » et oublie Dauladier et le capitalisme français et international. Le parti SFO est pour lui « un des meilleurs agents de l'abandon » (7). Il ne lui faut que surmonter le « complexe d'infériorité » et réaliser « l'édification d'une économie dirigée qui, sur le plan extérieur, s'intègre à l'économie mondiale et sur le plan intérieur, se concilie avec le libre jeu d'institutions démocratiques véritables » (8).

après 1933 — ils préconisent le redressement de la 3^e internationale et s'opposent à la formation d'une nouvelle organisation révolutionnaire autonome.

Toujours quand ils disent « dictature du prolétariat », ils entendent « gouvernement du parti ». Par conséquent, ils défendent la Russie jusqu'en 1935. Certains d'entre eux considèrent la Russie comme « l'état ouvrier dégénéré » jusqu'après la 2^e guerre mondiale. Peu à peu, ils adoptent l'idée de l'existence d'un capitalisme d'Etat en Russie, mais pour le présent et non pour le passé.

Cela a des conséquences très graves pour le programme présent et pour l'activité actuelle et future.

Il ne faut donc pas s'étonner que pour eux la contre-révolution capitaliste d'Etat n'était qu'une série de « nécessités » ou d'erreurs « tactiques ».

Dans « Combat », Albert Camus a commencé la publication d'une série d'articles intitulée « Ni victimes, ni bourreaux ». Nous renvoyons nos lecteurs à ces textes, en leur signalant que leur auteur est l'un des très rares esprits courageux, indépendants et propres de ce temps ; c'est aussi l'un des seuls écrivains à qui les événements du siècle présent aient appris quelque chose.

Nous n'avons ni le temps, ni la place de critiquer ici les idées exprimées par Camus et nous nous bornerons à une prise de position sur l'essentiel.

Bien qu'il « ait quelque chose à dire » dans un mode où les écrivains parlent tous pour rien, il nous semble cependant que Albert Camus, si intelligent et honnête soit-il, est encore en retard d'une génération sur la réalité, Albert Camus continue à penser au drame

de ce siècle comme s'il ne concernait que la couche bourgeoise la plus « humaine », la plus « civilisée » et il traduit admirablement l'angoisse de cette couche bourgeoise devant l'apparition de la bourgeoisie sauvage, de la bourgeoisie profondément « fasciste » dont le surgissement est marqué par le « communisme stalinien » ; il ose pouvoir indiquer à la bourgeoisie « civilisée » un moyen d'échapper aux méthodes de terreur introduites par la bourgeoisie « sauvage ».

Ol, il n'est pas vrai que l'immense majorité des êtres humains puissent échapper au sort de « victimes » : depuis le triomphe de la contre-révolution fasciste dans la Russie de 1921, ce siècle est celui de l'appauvrissement scientifique, du massacre systématique des travailleurs. On ne peut pousser à ses ultimes conséquences logiques

le « système capitaliste » sans établir ou le système du capitalisme russe ou le système importé de l'Allemagne sous le nom d'hitlérisme ; et l'établissement de tels systèmes implique inéluctablement des millions de victimes dans les rangs des travailleurs.

Il est donc impossible de penser, devant ces massacres en masse, qu'on pourra éviter l'état de victime ; on ne peut, objectivement, éviter l'état de victime qui si on fait abstraction des centaines de millions d'hommes réduits à l'extrême misère, emmenés en esclavage, privés de salaire, condamnés à louer quotidiennement le stalin qui les torture. C'est au milieu de ces victimes qu'il importe de rester, si on tient à vivre dans la véritable réalité actuelle.

Armand ROBIN.

Les Revues

“Socialisme & Liberté”

Les cinq premiers numéros de
« Masses »
(Janvier—novembre 1946)

Est-ce le même E.L. qui crie au « danger allemand » (9) SOCIALISME ET LIBERTÉ ?

2° A bas l'Allemagne !
Bouthien demande : (10) — Combien de savants étrangers ont cessé leur collaboration aux revues allemandes... ?

Trop peu, d'après lui, et il regrette le développement du tourisme en Allemagne nazie. Aussi découvre-t-il « la responsabilité des masses ouvrières allemandes » et « une conception psychologique propre aux Allemands qui n'ont pas la même notion que nous (1) de la liberté ».

Ce patriote et chauvin craint pourtant que l'Église allemande puisse « inciter l'amour de la patrie germanique aux enfants ».

Le patriotisme est sans doute un privilège de M. Bouthien et de « Masses ». SOCIALISME ET LIBERTÉ !

Bouthien et ses amis pensent qu'il n'avait que l'Allemagne qui était impérialiste :

— Deux blocs de puissance étaient opposés : le bloc hitléro-IMPÉRIALISTE contre le bloc soviéto-DEMOCRATIQUE (11).

Jean Jacques développe la conception esclavagiste « modérée » de « Masses » : (12)

— Exigeons des réparations ; il est bien juste que les Allemands paient, dit-on dans telle capitale. C'EST VRAI, CELA EST JUSTE. Oui, répond-on dans telle autre capitale, mais si vous voulez qu'ils paient, ne les empêchez pas de travailler. C'EST VRAI AUSSI.

Il trouve « légitime » le pillage de l'Allemagne vaincue, mais il propose de lui laisser « ses vêtements, son lit et quelques outils ». C'est gentil, n'est-ce pas ?

Jean Jacques ne craint pas pour le sort du prolétariat allemand, mais « pour la santé de ses voisins ». Il raille les adversaires pacifistes de la guerre en 1938 « parce que la peur du canon les rendit piteux ». Bref, il faut « surveiller » l'Allemagne, mais « de loin », pour économiser des forces.

On a pu lire de tels articles dans les revues nazies au sujet de l'occupation de la France.

SOCIALISME ET LIBERTÉ !

3° A bas la Russie.
Serge, qui depuis la mort de Trotski, a évolué de la défense inconditionnelle de l'URSS à la défense inconditionnelle des impérialismes « démocratiques » contre l'URSS, préconise « un renouveau du socialisme ».

L'époque de la bombe atomique, de l'occupation et de la répression « démocratique » de plus en plus barbare en Europe et ailleurs, Serge trouve que :

— Les fonctions coercitives de l'Etat bourgeois... ont DEGRU en importance

ce dans les Etats démocratiques (bourgeois)...

Par contre : — Dans les pays totalitaires l'Etat a prodigieusement développé ses fonctions de coercition...

C'est ainsi que l'on écrit l'histoire. Conclusion : — L'abolition révolutionnaire de l'Etat (quel qu'il soit) encore préconisée par quelques anarchistes, est de toute évidence à reléguer au magasin des curiosités de l'utopisme. L'Etat-Commune, libérateur des Bolcheviks de 1917 a fait une faillite complète.

N'est-ce pas l'Etat, oppresseur et totalitaire partout, qu'il faut mettre au musée des curiosités barbares et n'est-ce pas V. Serge, ancien anarchiste et bolchevik, qui a fait une faillite complète ?

Aujourd'hui il identifie « liberté » et « démocratie, celle-ci étant l'organisation de la liberté des citoyens ».

Le communisme libertaire étant « irréalisable » — d'après Serge — il propose pour l'avenir :

— la liberté d'initiative, de proposition et de critique au sein de la production planifiée, c'est-à-dire un esclavage modéré dans l'intérêt non pas de la liberté humaine, mais de la production étatique. Pour nous convaincre, il cite un exemple qui prouve que Serge est resté fidèle à la philosophie sinon à la politique trotskiste, l'exemple russe :

— La suppression de toute liberté de critique en URSS... aboutit lors de l'accomplissement des deux premiers plans quinquennaux à des échecs inévitables, à des frais généraux effrayants.

SOCIALISME ET LIBERTÉ !

4° - Vivent les Démocraties
Ridley déclare que la politique de nationalisation du gouvernement travailliste est « incontestablement progressive » (13).

Même les plus révolutionnaires parmi nous soutiennent ces mesures. (A l'exception des anarchistes « purs ») «... dont nous sommes. Il est aussi intéressant à noter que pour Ridley « la lutte de classe mécanique n'est qu'un mythe... SEULES les idéologies révolutionnaires conduisent à la révolution ».

Andrade affirme que « le Gouvernement Républicain de Mexico... est la seule solution viable ». Il fait appel aux « partis ouvriers européens » (14).

Une série d'informations intéressantes atteignent en premier lieu l'impérialisme russe.

Dans l'ensemble on peut dire : l'équipe de « Masses » sur le plan national et international, a participé politiquement et moralement à la 2^e guerre impérialiste, aux côtés des impérialismes « démocratiques », et entend participer également

à la 3^e guerre impérialiste aux côtés des mêmes impérialismes « démocratiques ». La démagogie antifasciste est remplacée par une démagogie antibolchevik ou antistalinienne et renforcée par quelques phrases gauchistes révolutionnaires et libertaires. Le caractère politique de cette tendance est symbolisé par les deux grandes annonces suivantes qu'on retrouve en tête-à-tête en dernière page :

— Le Mouvement International Socialisme et Liberté a pour organe d'expression de langue française la revue « Masses ».

— Coopérez au redressement de la France en souscrivant des Bons de Libération à intérêt progressif...

Sans commentaires.

(1) E. Néval : « La France dans le Monde ».

(2) R. Lefèvre : « L'Horizon politique ».

(3) R. L. : « L'indépendance d'élections ».

(4) Pivert : « La démocratie intérieure ».

(5) Delny : « Socialisme et Liberté ».

(6) Rous : « A la recherche d'une Constitution... ».

(7) E. Lienert : « Atrophie parlementaire et démocratie nouvelle ».

(8) E. Lienert : « Perspectives Françaises ».

(9) E.L. : « Le problème de l'énergie est celui de la Ruhr ».

(10) L. Bouthien : « Crème et châtiment ».

(11) L. Bouthien : « La paix doit être humaine » (7).

(12) Jean Jacques : « L'Allemagne et nous ».

(13) Ridley : « Le gouvernement travailliste ».

(14) Andrade : « La question espagnole ».

APRÈS

« LES POÈMES INDESIRABLES » (première série, 1945, éditée en France, Belgique, Canada, Etats-Unis, traduits en allemand, bulgare, russe) et les « POÈMES D'ADY ».

ARMAND ROBIN

poète révolutionnaire, inscrit sur la liste noire des écrivains français, publie les

POÈMES de Boris PASTERNAK

épurgé par le Kremlin, inscrit sur la liste noire des écrivains soviétiques. Mis en vente au profit des militants prolétaires, victimes de la bourgeoisie et communiste.

“GOUVERNEMENT DU PARTI” OU COMMUNE PROLÉTAIRE ET LIBERTAIRE ?

La position RÉACTIONNAIRE de la “Gauche Communiste” bordiguiste (suite de la page 4)

Le bordiguisme s'oppose ouvertement à la co-existence de deux partis prolétaires dans la démocratie des conseils. Ce n'est que dans les syndicats (ces prisons modernes) qu'il admet le droit d'existence de différentes tendances ouvrières.

Le bordiguisme préconise la dictature monolithique du Parti qu'il entend créer, et il ne promet que quelques réformes secondaires. Or, le système que le bordiguisme nous promet, n'est qu'un capitalisme d'Etat réformé. En qu'un capitalisme d'Etat réformé, n'est qu'un capitalisme d'Etat réformé.

Il est clair que nous nous opposons énergiquement à cette politique stalinienne de gauche.

Le pouvoir direct et tout entier des masses prolétaires à travers leurs

organes élus démocratiquement, la démocratie ouvrière pour toutes les tendances prolétaires (anarchistes, marxistes, syndicalistes, centristes, communistes de conseil, etc.) est la condition N° 1 pour l'existence même du pouvoir prolétarien et pour son évolution favorable vers le communisme.

Divergence de programme

De cette divergence de programme entre le bordiguisme et nous, découlent une série de divergences d'appréciation du passé, du présent et de l'avenir.

La dictature de la clique stalinienne (« Parti ») est pour le bordiguisme jusqu'en 1935 la « dictature du prolétariat ». Jusqu'à cette date — deux ans

après 1933 — ils préconisent le redressement de la 3^e internationale et s'opposent à la formation d'une nouvelle organisation révolutionnaire autonome.

Toujours quand ils disent « dictature du prolétariat », ils entendent « gouvernement du parti ». Par conséquent, ils défendent la Russie jusqu'en 1935. Certains d'entre eux considèrent la Russie comme « l'état ouvrier dégénéré » jusqu'après la 2^e guerre mondiale. Peu à peu, ils adoptent l'idée de l'existence d'un capitalisme d'Etat en Russie, mais pour le présent et non pour le passé.

Cela a des conséquences très graves pour le programme présent et pour l'activité actuelle et future.

Il ne faut donc pas s'étonner que pour eux la contre-révolution capitaliste d'Etat n'était qu'une série de « nécessités » ou d'erreurs « tactiques ».

La construction d'une armée hiérarchisée, la formation d'un appareil étatique de coercition » étaient évidemment « imposées par la guerre civile » et même « progressif... dans la mesure où il servait à défendre les intérêts et la vie de la révolution... » Tu parles !

La restauration du capitalisme dans la NEP — « adoptée par les Soviétiques » — préconisée par les bordiguistes. Quand et où ? Peut-être par les « soviets » bureaucratiques et brisés. Cette NEP n'est qu'un « recul sur le terrain économique qui ne s'accompagne pas de la fermeté... politique... »

Les participations actives des partis stalinien à la contre-révolution bourgeoise en Allemagne, en Angleterre, en Chine — sont tout simplement « des compromis confus ». Les « couches bureaucratiques » qui — on le sait ! —

ont organisé systématiquement les défaites prolétaires, d'après « l'Internationale » se bornent à « exploiter » chaque « insuccès ».

— Ainsi on arriva, en 1927 à la déroute de la révolution chinoise, trahie par les dirigeants de Moscou, à l'expulsion massive des communistes opposés à la victoire définitive de Staline et du « socialisme dans un seul pays ».

Alors, pourquoi avez-vous défendu ce système jusqu'en 1935 ?

Pourquoi, au lieu de préparer les cadres d'une organisation vraiment prolétarienne, êtes-vous restés « faction de gauche » du stalinisme ?

L. Moille, à la même page, nous donne la réponse

« Les partis communistes sont passés à la collaboration dans les gouver-

nements bourgeois. APRES avoir participé à la deuxième guerre impérialiste et y avoir entraîné le prolétariat.

Cependant, la réponse est fautive. Les partis dit « communistes » APRES avoir collaboré avec TOUTES les bourgeoisies et avec TOUS les gouvernements capitalistes du monde PENDANT 20 ANS, ont finalement et naturellement CONTINUÉ cette collaboration de classe et cette participation active aux affaires capitalistes DANS LA GUERRE impérialiste même et dans « l'après-guerre » actuelle.

Seulement, le bordiguisme, fraction de « gauche » de ces mêmes P.C. pendant 15 ans, N'EST PAS PRET A LE RECONNAÎTRE. Au contraire, il maintient et renforce les erreurs du passé. Aussi s'efforce-t-il incapable d'une solution nouvelle, prolétarienne et révolutionnaire.

La Position du Communisme Révolutionnaire, Libertaire et Internationaliste

Déclaration fondamentale (suite de la page 3)

SYNDICATS ET CONSEILS

Les syndicats ont leur origine dans les corporations artisanales du capitalisme libéral. Ils organisent les ouvriers selon leurs professions, ce qui signifie un progrès par rapport aux corporations, mais qui est toujours une division des travailleurs de l'industrie moderne.

Indépendamment de la trahison des syndicats officiels, la méthode syndicaliste est périmée comme telle. La grève vouée à l'échec. L'ère des luttes professionnelles couronnées de succès effectif est close. La lutte pour des revendications partielles ou professionnelles même, rend indispensable la mobilisation de la classe travailleuse tout entière.

Les syndicats ont perdu le rôle progressif qu'ils ont joué dans la période ascendante du capitalisme. La période ascendante du capitalisme est terminée depuis 1914. C'est aussi en 1914 que les Syndicats, en commun avec les partis de la deuxième internationale, sont passés du côté de l'impérialisme et ont poussé les ouvriers de tous les pays dans le mas-sacre impérialiste.

Depuis 1914 au moins, on ne peut plus séparer la lutte pour les revendications immédiates de la lutte contre l'Etat. En période de guerre, et depuis 1914, le système capitaliste tout entier se trouve en période de guerre, la moindre grève pour une augmentation de salaire doit affaiblir l'effort de guerre et doit provoquer la répression étatique.

Les ouvriers sont obligés d'affronter la répression étatique. La lutte pour les revendications immédiates devient rapidement lutte révolutionnaire. Toute lutte contre le patron devient lutte contre l'Etat, contre les partis et la bureaucratie syndicale qui ne sont plus que des rouages de l'appareil d'Etat. Pour soutenir cette lutte, les ouvriers trouvent des formes nouvelles : les comités de grève, les conseils.

Le capitalisme d'Etat, forme suprême de l'exploitation capitaliste, se développe partout. Les grèves sont interdites d'abord dans les colonies, ensuite dans la période entre les deux premières guerres mondiales, en Russie, en Italie, en Allemagne et dans tous les pays

de l'Europe centrale et orientale. Les Syndicats y deviennent des organisations d'Etat, des organisations obligatoires qui emprisonnent et « contrôlent » (mouchardent) les ouvriers.

La guerre de 1939-1945 a renforcé le développement du capitalisme d'Etat et le rôle réactionnaire des Syndicats dans tous les pays. Toutes les grèves depuis la fin de la guerre ont été dirigées directement contre les syndicats officiels. Ces comités de grève ne sont que la forme embryonnaire des conseils (soviets) des premières révolutions ouvrières (1905, 1917, 1919). Plus tard, ils se développent en organes de lutte, de contrôle et de pouvoir révolutionnaire.

Ils sont caractérisés par :

- élection directe par tous les travailleurs sur le plan du lieu de travail ;
- ils sont contrôlés et révo-cables à tout instant par la masse travailleuse qui les a élus ;
- ils englobent tous les travailleurs sans distinction d'opinion ou de croyance, syndiqués et non-syndiqués, organisés et inorganisés ;
- Ils dépassent par conséquent le cadre syndical le plus large.

Il ne s'agit donc plus de « quitter » les Syndicats ou d'y « rester », ni de « scissionner », ni de « conserver l'unité syndicale », ni de former un « nouveau » syndicat ; il s'agit de dépasser le cadre syndical, de prendre les décisions de lutte à l'usine même, sans s'occuper des chefs du Syndicat.

Le prolétariat retrouve son unité combattive dans les comités de grève, dans les conseils, dans les organismes de lutte et de contrôle issus directement et démocratiquement de la masse et toujours contrôlables et révocables par elle.

Les comités de grève naissent dans la lutte pour les revendications immédiates, ils développent, organisent et propagent cette lutte, ils se développent dans la lutte même et sont capables de devenir des conseils d'ouvriers, c'est-à-dire, des organes de combat et de pouvoir révolutionnaire destinés à balayer et à remplacer l'Etat capitaliste même.

LA DEMOCRATIE BOURGEOISE

La démocratie bourgeoise est la forme politique du capitalisme ascendant et libéral. Aujourd'hui elle n'existe plus qu'en tant que vestige d'une époque passée ou en tant que concession éphémère. La démocratie bourgeoise, même à sa meilleure époque, n'est qu'un camouflage démocratique de l'exploitation et de l'oppression.

Les communistes révolutionnaires soutiennent la lutte de la classe ouvrière pour ses droits et libertés : droit de grève, de manifestation et d'expression pour les travailleurs. Ces libertés ne peuvent être que résultats de la lutte révolutionnaire pour la Commune prolétarienne. Les communistes révolutionnaires combattent la démocratie bourgeoise, forme de domination du capitalisme ; ils rejettent les mots d'ordre « république démocratique », « parlement », « élections », et toute autre forme de domination capitaliste. Par conséquent, ils rejettent le « programme transitoire » (1).

Nous considérons comme trahison de classe toute participation d'un groupe ou d'un parti prolétarien à un gouvernement basé sur l'Etat bourgeois, et tout soutien d'un tel gouvernement.

Nous rejetons le mot d'ordre « gouvernement ouvrier » ou « gouvernement ouvrier et paysan » — en dehors du pouvoir ouvrier — qui ne peut que camoufler un gouvernement en réalité capitaliste. En dehors du pouvoir ouvrier, il n'y a que des gouvernements capitalistes.

(1) Programme composé essentiellement de « mots d'ordre » dit « transitoires », c'est-à-dire d'illusions opportunistes.



LA GUERRE IMPERIALISTE

La contradiction entre les forces productives qui ne cessent d'augmenter de façon impétueuse, et le mode de production capitaliste, aboutit à des guerres impérialistes périodiques et finalement permanentes qui entraînent la destruction massive des forces de production et l'extermination d'une partie de plus en plus grande de l'humanité.

Ces massacres entre les grands blocs de puissances servent à la prolongation de l'agonie du système capitaliste. Le capitalisme d'Etat, au cours de ces guerres, atteint un degré de plus en plus accentué.

En cas d'une nouvelle guerre impérialiste, nous continuerons notre action d'après les principes suivants :

- défaitisme révolutionnaire dans tous les pays du monde, c'est-à-dire : continuation et accentuation de la lutte de classe pendant la guerre impérialiste, ce qui signifie contribuer à la défaite de notre propre bourgeoisie et de son Etat par l'action directe du prolétariat ;
- fraternisation prolétarienne des ouvriers et des soldats (ouvriers sous uniforme), dans tous les pays du monde et surtout avec les prolétaires dits « ennemis » ;
- transformation de la guerre impérialiste en guerre civile prolétarienne internationale, en révolution sociale mondiale.

Cette position prolétarienne-internationaliste est en opposition directe avec tout patriotisme, avec tout pacifisme bourgeois ou petit-bourgeois et avec toute autre tendance qui s'oppose à la révolution prolétarienne internationale.

Dans l'époque actuelle, toute bourgeoisie, la bourgeoisie coloniale et les vestiges de classes exploiteuses pré-capitalistes (exclavagistes ou féodales) y compris, fait partie du système capitaliste-impérialiste mondial.

Tous les Etats existants actuellement, les Etats coloniaux ou semi-coloniaux y compris, sont intéressés au maintien du système impérialiste international et à l'exploitation des travailleurs.

La révolution prolétarienne est possible et nécessaire dans tous les pays du monde.

Par conséquent, nous combattons tout mot d'ordre et toute idéologie de « libération » ou d'« indépendance nationale », ainsi que tout mouvement nationaliste dirigé par une fraction quelconque de la bourgeoisie dans les colonies, dans les semi-colonies ou dans les pays capitalistes les plus développés. Tous ces mots d'ordre et mouvements nationalistes sont bourgeois et réactionnaires.

De la même façon, nous démasquons le camouflage de la guerre impérialiste en « guerre civile » (voir notre article « la guerre civile impérialiste »).

LA REVOLUTION PROLETARIENNE ET LE POUVOIR DES OUVRIERS (La Commune)

La révolution prolétarienne ne peut éclater que si une situation révolutionnaire objective existe réellement ; une telle situation est indépendante de la volonté de tous les partis. Elle est caractérisée par :

- a) une crise intérieure de la bourgeoisie, incapable de résoudre ses propres contradictions ;
- b) une période de luttes de la classe ouvrière qui regagne sa conscience de classe et qui commence à former ses propres organes de lutte.

Dans une telle situation, l'éclatement spontané de la révolution prolétarienne est à l'ordre du jour.

Cette révolution ne peut en général pas abattre le capitalisme si elle ne profite pas des leçons des luttes prolétariennes passées. Ces leçons sont transmises par l'organisation révolutionnaire dont nous parlons dans le dernier chapitre de cette déclaration. Le parti révolutionnaire doit aider activement la classe ouvrière dans sa lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie. Cependant, la révolution prolétarienne n'est pas l'œuvre d'un parti, mais l'œuvre de la classe ouvrière ; par conséquent le pouvoir ouvrier n'est pas le pouvoir d'un parti, mais celui de tous les ouvriers.

Le pouvoir ouvrier, ce sont les masses ouvrières armées et organisées dans leurs conseils. L'Etat bourgeois qu'on ne peut ni « épuré », ni « conquérir », doit être détruit et supprimé complètement par la révolution prolétarienne.

Dans le pouvoir ouvrier, il n'y a plus d'« appareil » particulier, séparé des masses, il n'y a plus de bureaucratie, ni de police secrète, ni de couche privilégiée. Les masses

ouvrières dirigent elles-mêmes et directement l'économie, la politique et toutes les affaires de la société.

Pour cette raison et surtout après l'expérience russe, il n'est plus admissible de parler d'un « Etat » ouvrier. D'ailleurs, Marx et Engels eux-mêmes n'ont parlé que d'un « semi-Etat » qui « déperit » et, ils ont parfois proposé de parler de « Commune », terme plus exact.

Nous rejetons toute théorie tendant à camoufler le capitalisme d'Etat en « Etat ouvrier ».

L'Etat ouvrier national cohabite pacifiquement avec le monde capitaliste ou l'Etat ouvrier dans un seul pays au milieu du monde capitaliste n'existe pas, n'a jamais existé et ne pourra jamais exister. La théorie de l'Etat Ouvrier dans un seul pays » en rapports pacifiques avec le monde capitaliste, est une théorie national-réformiste qui a engendré la théorie également national-réformiste du « socialisme dans un seul pays ». Toutes les deux théories servant les intérêts du capitalisme d'Etat. Toutes les spéculations sur les degrés possibles de la soi-disant « dégénérescence » et les moyens réformistes d'y remédier, se basent sur des théories fausses et sont à rejeter.

La dictature du prolétariat établie d'abord dans un pays ne peut être que l'ouverture de la guerre civile internationale, l'élévation des masses prolétariennes en classe dominante, la déclaration de la révolution prolétarienne en permanence jusqu'à l'écrasement de la bourgeoisie internationale, jusqu'à l'établissement du pouvoir ouvrier international, prélude à la société communiste sans classes.

L'ORGANISATION PROLETARIENNE-REVOLUTIONNAIRE

Ce n'est pas par hasard que nous ne parlons qu'en dernier lieu du parti révolutionnaire ; contrairement à ce que pensent beaucoup d'autres et à ce que nous avons pensé nous-mêmes auparavant, nous considérons comme primordiale et décisive l'action du prolétariat et non celle du parti ou du groupe. Notre conception de la révolution prolétarienne détermine notre conception du parti.

Ce ne sont pas les intellectuels qui apportent au prolétariat la conscience de classe ; au contraire. La conscience de classe naît spontanément dans la lutte de classes. Les intellectuels petit-bourgeois obscurcissent la conscience de classe ; le parti révolutionnaire doit l'éclaircir et lever.

La tâche du parti (groupe, fédération) révolutionnaire-prolétarien est non pas de faire la révolution à la place du prolétariat, mais d'aider idéologiquement le prolétariat à accomplir sa mission historique.

Nous sommes contre la révolution du parti et contre le pouvoir du parti qui ne pourrait mener qu'à un capitalisme d'Etat et à une oppression sanglante de la classe ouvrière par une nouvelle bureaucratie.

Seule, une révolution prolétarienne voulue, comprise et réalisée par les masses ouvrières elles-mêmes peut être durable et solide et aboutir à un véritable pouvoir ouvrier, à la société communiste sans classes.

Donc, ce n'est nullement une question tactique, mais une question de principe. Les différentes conceptions sur le rôle du parti conduisent finalement à des résultats bien différents : ou à favoriser la barbarie capitaliste d'Etat, ou à la Commune prolétarienne et libertaire, à la société sans classes.

L'organisation révolutionnaire du prolétariat doit en tout temps être indépendante idéologiquement de tous les partis et courants au service de la bourgeoisie ou justifiant des solutions capitalistes privées ou étatiques.

L'expérience historique montre que ces partis ou groupes ne peuvent pas être « redressés ».

En conséquence, nous rejetons l'entrée des révolutionnaires dans une telle organisation, parti ou groupe, ce qui équivaldrait à la liquidation de l'organisation révolutionnaire.

Pour la même raison, dans les cas où un courant opportuniste préconise ou réalisant la collaboration de classes, majoritaire ou non existe dans une organisation se disant encore révolutionnaire, les révolutionnaires doivent s'en séparer.

La structure de l'organisation révolutionnaire - prolétarienne doit être basée sur les principes suivants : discussion libre de toutes les questions politiques et liberté d'expression pour toutes les tendances et fractions, minoritaires ou majoritaires. Les décisions sont prises à la majorité ; les minorités doivent appliquer les décisions communes (majoritaires), sauf évidemment, si celles-ci violent les principes fondamentaux révolutionnaires. Tout en appliquant les décisions communes (majoritaires), les minorités ont le droit permanent de critique publique.

Cette structure du parti révolutionnaire découle de notre conception de la révolution et de la Commune prolétarienne. La structure autoritaire et antidémocratique des partis et groupes opportunistes est l'expression d'une société capitaliste d'Etat et réactionnaire pour laquelle ils luttent en réalité.

La classe ouvrière étant une classe internationale, et la révolution prolétarienne étant un processus international, l'organisation révolutionnaire du prolétariat doit être internationale.

Dans la démocratie ouvrière des conseils (Commune prolétarienne et libertaire), l'organisation révolutionnaire n'est qu'une fraction parmi d'autres. Ses idées sont rejetées ou acceptées, non pas par une pression bureaucratique quelconque, mais par leur justesse et par leur force de conviction.

Avec la réalisation de la société communiste sans classes, disparaît aussi l'organisation prolétarienne-révolutionnaire.

Après avoir lu cette déclaration bien incomplète, on peut constater que : la position communiste-révolutionnaire embrasse toutes les questions de la lutte de classe prolétarienne et nos différentes positions se conditionnent mutuellement. Notre conception du capitalisme d'Etat et de la révolution prolétarienne mondiale contient déjà en germe toutes nos positions dans la question syndicale, dans la question nationale et coloniale, dans la question du parlementarisme bourgeois, dans celle du parti, des revendications immédiates, de la guerre impérialiste, etc.

Les communistes révolutionnaires rejettent tout compromis avec la barbarie capitaliste d'Etat et avec toutes les autres fractions de la bourgeoisie et se trouvent sur le terrain de la lutte de classe intransigente, pour la révolution prolétarienne mondiale et pour la société sans classes.

De la notre divergence fondamentale avec le vieux mouvement ouvrier dit « marxiste ». Non seulement le stalinisme et le réformisme, mais aussi les appendices de ce dernier, le mouvement ouvrier, par exemple le trotskisme et le bordiguisme, sont des partis d'un capitalisme d'Etat et des adversaires d'une domination des masses prolétariennes.

Le STALINISME est la forme politique du capitalisme d'Etat russe. Il ne se distingue pas essentiellement du fascisme. Dans les pays occupés par l'impérialisme russe, il joue le rôle qu'a joué le Quisling de l'impérialisme allemand. Dans les autres pays, il remplit la fonction d'une « 5^e colonne » au profit de Moscou. Partout il déruit par la terreur et la violence les mouvements révolutionnaires-prolétariens, et agit pour le maintien et le renforcement du système capitaliste sous sa forme étatique.

Les partis de la 2^e « INTERNATIONALE » sont pour l'établissement du capitalisme d'Etat (nationalisations) avec des concessions « démocratiques » aux capitalistes privés et aux ouvriers mécontents. En Europe centrale, en France et en Italie, ils sont dépassés par le stalinisme. En Angleterre, en Belgique et dans les pays nordiques, ils essaient de réaliser leur formule.

Le TROTSKISME, opposition à l'appendice de gauche du stalinisme, est pour un capitalisme d'Etat « modéré » et démocratique ; pour la défense inconditionnelle, la réforme et l'extension du capitalisme d'Etat russe pour les nationalisations, pour des gouvernements de PC et pour les Fronts Uniques avec les TC dans tous les pays. Une autre tendance trotskiste qui dénonce le « bureaucratisme collectiviste », préconise les mêmes mesures capitalistes-étatiques dans le cadre du capitalisme « démocratique » (nationalisations, gouvernements PC-PS-Syndicats, etc.).

Le BORDIGUISME ne se distingue pas essentiellement du trotskisme. Il se réclame de la défense de l'Etat russe et du stalinisme jusqu'en 1935 et il préconise un nouveau capitalisme d'Etat sous forme de « gouvernements de nouveau PC » opposés à la Commune prolétarienne et libertaire. Seul ce gouvernement bureaucratique et autoritaire disposera des moyens de production dont les ouvriers seront séparés ; donc l'exploitation et le salaire continueraient. Le Bordiguisme rejette la liberté d'organisation et d'expression des autres partis et tendances dans une démocratie de conseils ouvriers. Il réserve aux seuls syndicats le rôle de « défense » des ouvriers contre « leur » Etat et ce n'est qu'au sein de ces syndicats qu'il promet de tolérer d'autres tendances.

Tous les courants et ceux qui s'y apparentent SONT DES COURANTS CAPITALISTES D'ETAT. Ils entendent renforcer ou modifier, mais de toute façon maintenir en séparation des producteurs des moyens de production. Le trotskisme et le bordiguisme se proposent de créer de nouveaux partis qui remplaceraient les vieux partis, qui leur seraient et qui renouvelleraient la tutelle bureaucratique.

De toutes ces tendances nous sommes séparés par la barricade qui sépare le capitalisme d'Etat sous toutes ses formes de la révolution prolétarienne.

Il n'en est pas de même avec les communistes-anarchistes et les tendances communistes prolétariennes au sein des vieux partis « marxistes » de telles tendances prolétariennes existent particulièrement au sein du PCI d'Italie et dans certaines sections de la « 4^e Internationale ». Ces tendances se détachent du vieux mouvement ouvrier et évoluent sur des positions de classe. Les divergences que nous avons avec eux se placent au sein de la lutte révolutionnaire même.

Ce qui nous distingue des anarchistes ce ne sont pas leurs idées anti-étatiques, libertaires et révolutionnaires — que nous approuvons entièrement — mais les conceptions syndicalistes, individualistes, coopératives, nationales, et autres, qui appartiennent au vieux mouvement ouvrier de l'époque libérale et qui sont périmées à l'époque du capitalisme d'Etat.

Les camarades d'accord avec les idées exprimées dans ce numéro, formeront des groupes communistes révolutionnaires de sympathisants du « Prolétaire ». Ecrivez-nous et maintenez le contact !